ISSN 0024-7650

# l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

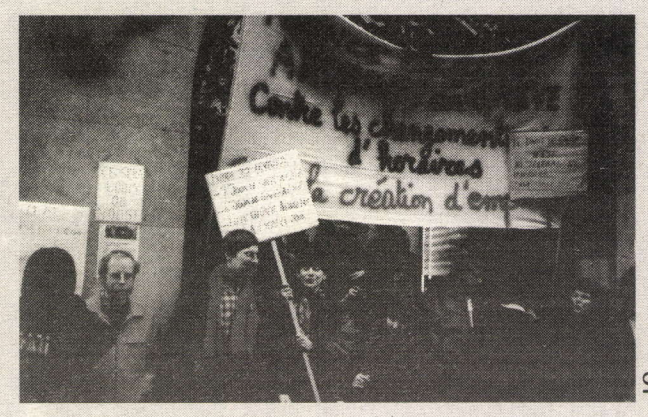
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1389 - 17 février 1995 - prix : 9 F

# UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES, CE SONT LES TRAVAILLEURS QUI PEUVENT L'IMPOSER !

D.GRASON

## Dans les entreprises




LO

- Postiers et employés des Télécoms contre les réductions d'emploi
- Les travailleurs de Chausson contre les licenciements
- La grève des banques à la Martinique

M 6189 - 1389 - 9,00 F

## SOMMAIRE


3 - **L'éditorial d'Arlette Laguiller**
- La campagne d'Arlette Laguiller

**Election, «affaires», politique**

4 - Les embarras de la droite
- Le programme de Balladur

5 - L'affaire Schuller
- Balladur recule devant les étudiants

**Dans le monde**

6 et 7 - Mexique : malaise paysan et crise financière
- Algérie : l'ingérence des banques occidentales

16 - Grande-Bretagne : manifestations contre le transport des animaux
- Israël et la conférence du Caire

**Travailleurs en lutte**

8 - A France Télécom

9 - Chez les postiers

10 - A Chausson : face à la fermeture

11 - Chez les pompiers d'Aéroport de Paris
- Au CHU de Rennes

**Dans les entreprises**

12 - Crédit Lyonnais : les banquiers se payent sur les emplois
- Les retraites complémentaires dans les assurances

**Patronat**

13 - Les patrons peuvent payer La sécu, quel déficit ?

**Il y a cinquante ans**

14 et 15 - Le bombardement de Dresde

**Lire**

«L'autre pays» d'Abdel Méguid




# Un match qui ne promet pas grand-chose

# JOSPUR CONTRE BALLADIN

On pouvait imaginer une entrée en campagne de Jospin plus fracassante. Non pas que ce messie-bis, arrivant après Delors - dont il se réclame - soit porteur de miracle. Evidemment non ! Mais comme il est quasiment sûr de ne pas être élu, il pouvait se permettre toutes les démagogies, promettre la lune et sa banlieue. Eh bien, pas du tout, pour l'instant du moins. Il réserve cela à ses lieutenants, telle Martine Aubry qui déclare maintenant presque littéralement qu'il faut prendre aux riches.

Jospin a choisi de se donner l'image du politicien réaliste. Des augmentations de salaire, oui certes, dit-il, car il faut partager les effets de la reprise ; mais modérément. D'ailleurs il se félicite de l'arrivée de Gandois à la tête du CNPF, qu'il connaît et qui est un homme de dialogue. D'ailleurs Jospin propose de restaurer le dialogue pour rétablir une politique contractuelle. Mais oui, mais c'est bien sûr ! Le blocage des salaires, les licenciements, les cinq millions de salariés sans emploi ou en situation de "fragilité sociale", ça n'est qu'un problème de communication syndicats-patronat. "On se téléphone et on se fait une bouffe".

Mais ne croyez pas que cet homme ne se différencie pas de Balladur. A Anne Sinclair qui lui posait la question lors de l'émission *Sept sur Sept* du 12 février, il a longuement précisé que lui est pour le mandat présidentiel à cinq ans, alors que Balladur est partisan du septennat. Cette différence énorme va sans doute provoquer l'enthousiasme dans les foyers populaires ! Pour le reste, Jospin explique qu'il va réfléchir, qu'il n'a pas encore définitivement arrêté son programme, qu'il n'est candidat que depuis quelques jours.

Comme on peut voir - ou plutôt ne pas voir - un candidat plein de promesses !

**J.P.V.**

# HUE, la mémoire qui flanche

Robert Hue, interrogé par *France-Info* le 13 février sur ce qu'il pensait d'Arlette Laguiller, a eu cette réponse : *"A chaque fois qu'elle passe aux actes, elle a un peu de mal. Si, par exemple, le "non" au traité de Maastricht ne l'a pas emporté lors du référendum, c'est qu'elle avait appelé à l'abstention."*

C'est vrai que Lutte Ouvrière s'était abstenue de mêler sa voix (ce qui est différent d'avoir appelé à l'abstention) à celle de Le Pen, De Villiers, Séguin, Calvet le PDG de Peugeot-Citroën, Marchais et Hue, dont l'influence ajoutée a fait qu'il y a eu plus de 49 % de vote contre lors du référendum sur la signature du traité de Maastricht. De même que LO a refusé, dans le même temps, de mêler sa voix à celle de Chirac, Jospin, Delors, qui eux préconisaient le "oui". Car ce référendum n'était qu'une opération politicienne qui détournait les travailleurs de leurs véritables problèmes. C'est ce même Jospin, pour lequel Hue ne répugnera pas à faire voter au second tour de l'élection présidentielle, si ce dernier y est présent.

Nous n'avons absolument pas à regretter cette position.

En revanche, bien plus dommageable pour la classe ouvrière – et pour l'influence du PCF – a été la participation du PCF aux gouvernements socialistes entre 1981 et 1984. c'est-à-dire au moment où Mauroy-Delors imposaient l'austérité, le blocage des salaires qui sévit toujours. Au moment où l'on faisait adopter le plan acier qui s'est traduit par des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans la sidérurgie, et bien d'autres mesures anti-ouvrières qui pèsent encore négativement sur la situation des travailleurs.

Hue qui, ces temps-ci, se tourne volontiers sur le passé de son parti, ne se souvient-il pas qu'il y a à peine plus de dix années, la direction du PCF dont il était déjà un membre éminent expliquait que le gouvernement d'"union de la gauche" était celui qui dans le siècle avait apporté le plus d'avancées sociales ? Mieux qu'en 1936, mieux qu'entre 1945 et 1947, disait-il. La mémoire de Hue est-elle défaillante ? Faudra-t-il attendre quarante ans pour que son successeur dise aux générations futures que la direction du parti avait fait une erreur, et nous expliquer qu'il faut un courage insensé pour faire son auto-critique avec presque un demi-siècle de retard, comme il le fait aujourd'hui à propos des positions prises par le PCF en 1956 ?

La question est posée aux travailleurs, aux électeurs, aux sympathisants et aux militants communistes. Est-ce Arlette Laguiller ou la direction du PCF qui a trahi les intérêts de la classe ouvrière ? Les travailleurs, les sympathisants et les militants communistes connaissent la réponse, puisqu'ils ont vécu pour la plupart personnellement cette période-là. Arlette Laguiller et Lutte Ouvrière sont restés dans le camp des travailleurs, sur le terrain du communisme. Hue peut-il honnêtement en dire autant ?

**Jean-Pierre VIAL**


## LUTTE OUVRIERE

**Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste**

**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.**

Adresser toute correspondance à :
**LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

**La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Objectif 2M. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.**



**ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE**

| | LUTTE OUVRIÈRE | | LUTTE DE CLASSE |
|---|---|---|---|
| | 1 an | 6 mois | (1 an soit 10 n°) |
| **France DOM-TOM** | 300 F | 160 F | 100 F |
| **DOM-TOM, voie aérienne** | 390 F | 200 F | 140 F |
| **Europe** (soit zone postale1) | 420 F | 210 F | 100 F |
| **Autres pays, voie ordinaire** | | | |
| – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) | 450 F | 230 F | 140 F (comme voie aérienne) |
| – Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 520 F | 270 F | 140 F |
| – Océanie (soit zone 4) | 540 F | 280 F | 140 F |
| **Autres pays, voie aérienne** | | | |
| – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) | 480 F | 250 F | 140 F |
| – Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 540 F | 280 F | 170 F |
| – Océanie (soit zone 4) | 660 F | 340 F | 210 F |

**Envois sous pli fermé : tarifs sur demande**

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

# L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

## UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES

# CE SONT LES TRAVAILLEURS QUI PEUVENT L'IMPOSER !

Les candidats à l'élection présidentielle, de Balladur à Chirac et Jospin, font de grands efforts pour faire croire qu'ils représentent des politiques différentes et que, suivant que l'un ou l'autre sera élu, il faudrait s'attendre à voir l'économie et le sort de la population évoluer de différentes façons.

Et de faire semblant de débattre du "partage des fruits de la croissance" ou d'un prétendu choix qu'il faudrait faire entre salaires et emplois. En réalité, chacun sait et a pu vérifier que ces gens-là représentent une seule et même politique, correspondant aux choix faits par le grand patronat, et qui consiste de sa part à faire payer aux travailleurs tous les frais du maintien de ses profits.

Et tout ce que fait l'État, c'est de fournir son soutien en arrosant les patrons de subventions, sous prétexte de lutter contre le chômage dont ceux-ci sont pourtant les principaux responsables.

Alors, on sait d'avance la politique que mènera le prochain locataire de l'Elysée, même si l'on ne connaît pas encore son nom. Mais subir cette politique n'est nullement une fatalité qui serait dictée par les sacro-saintes "lois du marché" et que les travailleurs devraient accepter sans rien dire. Les travailleurs ont pour eux le nombre et la force quand ils se mobilisent et quand ils luttent, et ils auraient tout à fait les moyens d'imposer d'autres choix.

Aujourd'hui, alors que la politique des patrons enfonce toute une partie de la société dans une misère croissante, il serait vital d'imposer une augmentation générale des salaires, dont toutes les statistiques nous disent qu'ils n'ont cessé de prendre du retard ces dernières années. Une augmentation générale de 1500 F par exemple, ce ne serait encore qu'un minimum pour rattraper le retard accumulé sur les prix.

Quant à préserver l'emploi, eh bien, puisque c'est la loi du profit qui conduit le patronat à licencier, il faut que ce soit les travailleurs qui imposent leur propre loi : en réquisitionnant sans indemnité toutes ces entreprises qui licencient, à commencer par celles qui font des bénéfices.

Il ne s'agit pas de s'en remettre à qui que ce soit pour le faire. Les travailleurs auraient parfaitement les moyens d'aller eux-mêmes mettre leur nez dans les comptes en banque du grand patronat, de faire la lumière sur ses spéculations, ses évasions de capitaux, ses caisses noires, de rendre publiques les comptabilités. Car chacun doit pouvoir voir ce que ces gens-là font des bénéfices qu'ils s'approprient et qui sont issus du travail des ouvriers et des sacrifices qu'on leur impose au nom de la rentabilité et de la concurrence !

Au fil des ans, le patronat a imposé des reculs dont on mesure aujourd'hui toutes les conséquences néfastes pour la société. A force de le servir, l'Etat a de moins en moins d'argent pour assurer les services publics essentiels, alors que tous les jours on nous donne des nouvelles des profits indécents faits par les grandes entreprises.

Eh bien, c'est sur ces bénéfices qu'il faut prendre, et la première chose à faire serait par exemple de rétablir l'impôt sur les bénéfices au niveau antérieur pour que l'État embauche dans tous ces services qui se dégradent, qu'il donne des moyens à l'Education nationale, aux transports, aux hôpitaux, aux logements populaires, sous le contrôle de la population. Ce serait de rétablir les cotisations patronales de Sécurité sociale au lieu de parler de les diminuer encore, afin que l'on ne vienne plus nous parler tous les six mois du "trou" de la Sécurité sociale qu'il faudrait combler par de nouveaux sacrifices.

On nous dira que tout cela est de l'utopie ?

Mais non, ce n'est qu'une question de rapport de forces. Cela fait des années que le grand patronat impose ses choix en nous les présentant comme les seuls possibles, alors qu'il ne s'agit que de ses propres intérêts. Eh bien, c'est aux travailleurs de renverser ce rapport de forces, de se mettre en situation de dicter leurs choix à eux, qui sont leur intérêt, et en fait celui de toute la société.

Il n'y a pas d'autre moyen de le faire que de lutter, de se battre, de donner au patronat une peur salutaire de la colère des opprimés. On nous parle de lutter contre l'exclusion et on nous demande la charité pour les exclus, alors que c'est la machine économique actuelle, la politique menée sans interruption par les gouvernements de droite et de gauche, qui fabrique sans arrêt des exclus.

Eh bien, oui, il faut une autre répartition de la richesse, mais elle ne se fera que si les travailleurs l'imposent.

## LA CAMPAGNE ELECTORALE D'ARLETTE LAGUILLER

A l'approche de la campagne pour l'élection présidentielle, nous sommes déjà en mesure d'indiquer quelques dates pour les meetings que tiendra notre camarade Arlette Laguiller :

**❑ A PARIS**
**Vendredi 17 mars à 20 h 30**
**Grande salle de la Mutualité**
**24, rue Saint-Victor à Paris (5e)**

**❑ A DIJON**
**Lundi 27 mars à 20 h 30**
**Salle du Clos-Vougeot,**
**Palais des congrès**

**❑ A TOULOUSE**
**Lundi 10 avril à 20 h 30**
**Salle municipale,**
**22, allée de Barcelone**

**❑ A RENNES**
**Vendredi 14 avril à 20 h 30**
**Salle de la Cité,**
**rue Saint-Louis**

**❑ A MULHOUSE**
**Samedi 25 mars à 17 heures**
**Salle de la société industrielle,**
**rue de la Bourse**

**❑ A LYON**
**Jeudi 6 avril à 20 h 30**
**Salle Victor-Hugo, mairie du 6e**
**33, rue Bossuet**
**(Métro : Masséna)**

**❑ A ROUEN**
**Jeudi 13 avril à 20 h 30**
**Salle sainte-Croix-des-Pelletiers**

D'autres meetings auront encore lieu, notamment à Paris les 2 et 20 avril, et dans d'autres villes. Nous donnerons toutes les précisions à mesure qu'elles nous parviendront.

# Balladur ignore Chirac et intronise Jospin

# LES EMBARRAS DE LA DROITE

**Il est manifeste que Balladur fait tout pour que le deuxième tour de l'élection présidentielle se déroule entre l'actuel Premier ministre et le candidat du PS, Jospin. Chirac est ostensiblement ignoré par Balladur, alors que Jospin, au contraire, est présenté comme le seul adversaire digne d'un débat.**

La logique immédiate de cette attitude apparaît clairement. Le débat droite-droite a l'inconvénient de contribuer à faire disparaître le pare-feu "à gauche" qui pourrait s'avérer utile en cas de contestation, voire de crise sociale. C'est la même raison qui fait s'inquiéter des politiciens de droite, et déplorer la baisse d'influence des syndicats ouvriers par des politologues qui leur sont proches. Ce n'est pas qu'ils seraient devenus sur le tard des artisans de la lutte de classe, c'est surtout qu'ils ont la claire conscience du rôle canalisateur, de digue, que constituent ces syndicats et ces partis dits ouvriers, en cas de contestation politique et sociale grave.

Mais à ce souci s'en ajoute un autre. Car la bagarre qui se déroule au sein de la majorité peut casser le RPR, en tout cas laisser des traces, pas seulement à l'intérieur du gouvernement et du Parlement, mais aussi au sein de l'électorat de la droite. De ce point de vue, ce n'est pas un simple match de catch dans lequel les adversaires seraient de connivence pour amuser le bon peuple, mais bien une lutte pour le pouvoir dont les traces seraient plus profondes encore si le second tour consistait en un duel entre Balladur et Chirac, et pourraient mener jusqu'à une rupture.

La présidentielle n'est qu'une étape. Juste après, il y aura les élections municipales. La droite peut y pâtir de querelles dont les échos seront encore frais en juin. Par ailleurs, une fois Balladur élu président de la République, de quelle majorité disposera-t-il à l'Assemblée nationale ? Aujourd'hui la droite y dispose d'une majorité confortable. Si on ajoute aux 259 députés RPR les 215 députés UDF, cela fait 474, sans compter 37 députés classés divers droite. L'opposition PCF et PS ne rassemble que 78 députés (23 PC et 55 socialistes) auxquels on peut ajouter une douzaine de députés radicaux. La marge de la droite reste donc considérable, puisqu'il faut rallier 289 députés pour que le gouvernement n'obtienne pas la "confiance". Mais cette majorité serait fragilisée si un bon nombre de députés RPR entraient en dissidence. Si la situation se détériorait à ce niveau, Balladur ne serait-il pas amené à dissoudre la Chambre, pour tenter d'en réélire une qui lui serait plus favorable?

C'est une des questions qui restent en suspens. Même si elle n'a guère d'importance, il est vrai, pour le sort de la classe ouvrière et de la population laborieuse.

**Jean-Pierre VIAL**

AFP

*"Croire en la France" ? pour les travailleurs ça l'affiche mal...*

## Le "programme" présidentiel de Balladur

# EN REPASSANT PAR LA CASE DÉPART LES PATRONS TOUCHENT ENCORE 100 MILLIARDS !

**Balladur a présenté, lundi 13 février, son programme présidentiel. Il ne brille pas par la nouveauté. Balladur aime bien distribuer les milliards de francs au patronat sous prétexte de "lutter contre le chômage". Eh bien, il va continuer. 100 nouveaux milliards de francs de cadeaux sont déjà prévus pour l'escarcelle patronale d'ici 1998.**

Chaque cadeau au patronat est censé avoir sa contrepartie en créations d'emplois, mais c'est une simple formule de politesse. Emplois créés ou pas, les patrons seront sûrs d'avoir leurs allégements de charges. N'est-ce pas ce qu'ils réclament quotidiennement, et Balladur n'est-il pas là pour les satisfaire ? Et de proposer des allégements des charges patronales sur les salaires, des subventions pour l'embauche des chômeurs longue durée, un élargissement du travail à temps partiel — pas assez développé, paraît-il ! Et de prétendre que tout cela réduira d'un million le nombre des chômeurs d'ici cinq ans...

En attendant, comme Balladur l'avait déjà envisagé, les patrons seront dispensés dès cette année de payer les cotisations d'assurance-maladie pour les salaires égaux ou inférieurs à 1,2 fois le SMIC. Cette mesure sera ensuite étendue à tous les salariés, au total un cadeau de 60 milliards de francs. En même temps, Balladur reprend la mesure déjà inscrite dans la loi quinquennale qui consiste à reporter sur le budget de l'État les cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires, ce qui devrait alléger cette charge patronale de 40 milliards d'ici 1998. 60 + 40, voilà les 100 milliards.

La première mesure est censée créer 300 000 emplois. Pour encourager les entreprises à embaucher des chômeurs en longue durée (500 000 depuis plus de deux ans), Balladur veut verser à l'employeur pendant un an l'allocation de solidarité spécifique (2 250 F) actuellement perçue par ces exclus d'un emploi normal. Cette solution, selon lui, créerait 200 000 emplois. Pour faire bonne mesure, Balladur continuera à distribuer des séances de formation à ceux qui ont déjà eu une première séance. Il parle de développer les "services aux particuliers" ; cela sonne mieux que les "petits boulots" même si c'est la même chose. Pour cela, Balladur tirera encore quelques "chèques service". Enfin, il élargira un peu l'allocation parentale d'éducation.

Ce programme additionne pêle-mêle des recettes déjà bien connues pour ne pas avoir réglé la question dans le passé. Ce n'est pas cela qui diminuera le chômage. Si cela permet des embauches, ce sera au prix d'emplois supprimés, selon un processus consistant à remplacer des travailleurs touchant un salaire encore à peu près décent par d'autres payés au SMIC et permettant au patron de toucher des aides de l'État. Mais la vraie priorité de Balladur n'est pas l'emploi, elle est de se faire embaucher, lui, comme président ; et si cette poudre aux yeux l'y aide, le but sera atteint.

Cette nouvelle distribution de milliards, il faudra bien que quelqu'un la paye. Balladur n'est pas très bavard sur ce point. Mais ce sera bien sûr à régler par le contribuable puisque l'État compensera sur sa trésorerie le manque à gagner. Voilà qui entrera en contradiction avec la baisse de l'impôt qu'il promet par ailleurs...

"Promettre à la fois l'abaissement des charges, la hausse des prestations, la diminution des impôts, c'est chercher à tromper les Français et compter sans leur lucidité", a déclaré un jour Balladur à propos de ses adversaires. Il parlait en expert.

**Jacques FONTENOY.**

## Affaire : Schuller-Maréchal

# PASQUA, SES FLICS ET LES JUGES...

GAMMA

*Charles Pasqua en compagnie de Didier Schuller. Les Hauts-de-Seine aux bas de scène...*

Dans l'affaire Schuller-Maréchal, la chambre d'accusation, de la cour d'appel de Paris a déclaré que "les fonctionnaires de police ont prêté de manière active leur assistance à une provocation", et annulé les procès-verbaux des écoutes téléphoniques. Devant cette mise en cause des policiers, Pasqua a riposté en prenant à partie certains juges, et en prétendant que la police a parfaitement le droit de se livrer à des écoutes dans le cadre de certaines enquêtes. Et il a demandé au ministre de la Justice de faire une mise au point sur la question. Mais officiellement il n'y a toujours pas de conflit au sein du gouvernement...

Balladur a ainsi déclaré qu'il n'y a pas de différend chez ses ministres, et Méhaignerie et Pasqua ont dit la même chose. Cependant, visiblement, les règlements de compte continuent : ainsi des enquêtes ont commencé après l'apparition de certains dossiers émanant de la Direction générale des impôts, qui les avait gardés sous le coude jusque-là. A croire que le très balladurien Sarkozy, qui est aussi ministre du Budget, balancerait ainsi des brûlots dans les pattes de Chirac, et pourquoi pas de Pasqua, aujourd'hui allié mais, qui sait, peut-être concurrent demain.

Pendant que ce beau monde s'agite et se fait des croche-pieds, l'enquête continue et l'"affaire" prend de l'ampleur. Balladur a une partie de ses ex-ministres en prison, Chirac au moins un de ses conseillers, et Pasqua risque d'être rapidement dans le même cas. Il y a une espèce d'égalité dans la corruption et dans les mises en examen. C'est peut-être une forme de "justice"...

**André VICTOR**

## Des HLM de Paris aux grandes oreilles de Pasqua

Ce qui était à l'origine une affaire de fausses factures concernant les HLM de Paris a connu bien des rebondissements et on ne sait plus quel nom lui donner.

On sait qu'à l'origine le juge Halphen était chargé d'une enquête sur des fausses factures des responsables HLM - et RPR - de Paris qui a conduit à la mise en examen, puis en prison, d'un politicien de l'entourage de Chirac, Jean-Claude Méry. De proche en proche - les fournisseurs étant parfois les mêmes - cette enquête s'est étendue aux HLM du département des Hauts-de-Seine, dont le président du conseil général est Charles Pasqua.

Didier Schuller, conseiller général RPR, présenté comme l'homme de confiance de Pasqua, s'est trouvé impliqué dans le scandale. C'est lui en effet qui dirigeait les HLM locaux jusqu'en mars 1994, et qui, tout semble l'indiquer, distribuait les marchés aux entreprises en échange de commissions de leur part.

C'est une affaire devenue classique : fausses factures, escroqueries aux caisses des HLM, et financement des partis politiques... Mais elle risquait d'éclabousser Chirac et Pasqua. Pour arrêter ce scandale particulièrement mal venu en pleine campagne électorale, quelqu'un (un policier ? Schuller ? un autre plus haut placé ?) a eu, semble-t-il, l'idée d'une machination rocambolesque. Si le juge Halphen est réputé intègre, il a un beau-père qui l'est peut-être moins : le médecin huppé - et chiraquien - Maréchal. Et voilà donc tendu le piège policier à Maréchal qui visait en réalité Halphen. Maréchal devait proposer de faire pression sur son gendre Halphen afin que ce dernier mette son enquête en veilleuse. En échange Schuller verserait un million de francs à Maréchal... L'affaire Schuller-Maréchal commençait. Dans le but de compromettre Halphen afin qu'il soit dessaisi du dossier, la conversation téléphonique Schuller-Maréchal fut enregistrée par la police, et Maréchal pincé au moment où il recevait l'argent. Schuller prétendit avoir été victime d'un chantage de la part de Maréchal, et la police prétendit qu'ayant été alertée par Schuller, elle avait procédé aux écoutes téléphoniques. Cela faillit réussir. Mais la teneur de la conversation enregistrée, du moins ce qui en fut publié par la presse, montrait tout le contraire : c'est Schuller qui avait fait la proposition à Maréchal (lequel avait cependant accepté), et non l'inverse. Le piège était manifeste.

On connaît la suite. Le conseil supérieur de la magistrature a d'abord refusé de dessaisir Halphen, avant que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris n'annule les procès-verbaux des écoutes téléphoniques, pour illégalité. Il n'y a donc plus, officiellement du moins, d'affaire Schuller-Maréchal. Mais il y a encore et toujours une affaire des HLM de Paris et des Hauts-de-Seine...

## Manifestations étudiantes

# LE RECUL DE BALLADUR

Vendredi 10 février, Balladur a annoncé la suspension de la circulaire sur les IUT (Instituts universitaires de technologie) contre laquelle protestaient depuis une semaine les étudiants de l'enseignement technique.

Comme il faut bien sauver la face, le gouvernement a invoqué le "malentendu" et la nécessité de revoir sa circulaire qui avait été "mal comprise". Le ministre de l'Enseignement supérieur a donc été chargé par Balladur de rencontrer, mardi 14, les syndicalistes étudiants pour supprimer les "points de blocages"... Jargon politicien mis à part, la suspension de la circulaire sur les IUT annoncée le vendredi s'est transformée en annulation pure et simple le mardi. Le ministre a aussi reculé sur le projet de réforme des universités envisagé dans le "rapport Laurent", contesté par les étudiants, en promettant notamment de ne pas augmenter les droits d'inscription l'an prochain.

Campagne électorale aidant, Chirac s'est empressé de critiquer la reculade de Balladur, Jospin de s'en féliciter, et Balladur de faire contre mauvaise fortune bon coeur en clamant que c'était là la fameuse méthode Balladur, "fondée sur la confiance et le dialogue".

C'est cette fameuse méthode qu'il avait déjà employée à l'automne 1993 en reculant face aux travailleurs d'Air-France en grève, puis, au mois de janvier 1994, en passant à la trappe sa loi sur l'enseignement privé après la manifestation pour la laïcité et à nouveau, au mois de mars, en renonçant aux CIP à la suite de l'explosion de colère provoquée dans la jeunesse scolarisée, surtout des lycées techniques et des IUT, par cette nouvelle formule d'emplois au rabais. "Un pas en avant, trois pas en arrière, c'est la politique du gouvernement" chantonnaient ironiquement, pour résumer la méthode en question, les étudiants des IUT qui manifestaient à nouveau dans les rues de Paris, vendredi 10 février dans l'après-midi, après avoir appris l'annonce de la première reculade.

Cette fois, le gouvernement n'a pas attendu que les manifestations étudiantes prennent trop d'ampleur avant de faire marche arrière. Il n'a même pas voulu en prendre le risque. Il est vrai qu'une véritable explosion de la jeunesse serait pour lui encore plus mal venue en cette période d'élection présidentielle dans laquelle Balladur met tous ses espoirs personnels.

En effet, le gouvernement a eu quelques mauvaises surprises qui l'ont rendu prudent. Prévue depuis longtemps, la manifestation des universités du 7 février ne semblait devoir porter que contre les réductions des crédits et des postes et donc ne mobiliser que les enseignants ou presque. Mais il y eut aussi des jeunes dans la rue ce jour-là, plus en tout cas que ce à quoi le gouvernement s'attendait : étudiants des facultés à cause de la publication du rapport gouvernemental sur les universités prévoyant notamment des augmentations des droits d'inscription, étudiants des IUT mobilisés par l'adoption, le 26 janvier, de la circulaire limitant fortement (pour ne pas dire supprimant dans la pratique) leurs possibilités de poursuivre des études plus longues à l'université. Les jours suivants, dans plusieurs villes de province et à Paris, une partie d'entre eux étaient redescendus dans la rue.

Ce recul du gouvernement n'empêche pas qu'une nouvelle journée de protestation étudiante était prévue pour jeudi 16 février.

Le monde des politiciens et des journalistes, émoustillé par la campagne électorale, va continuer à polémiquer pour ou contre la "méthode Balladur". Mais la seule méthode à retenir est celle qui consiste à descendre dans la rue.

**O.B.**

## Rouen

# Manifestation contre la fermeture d'une classe

Depuis un mois, l'agitation régnait parmi les parents d'élèves du quartier de la Grand-Mare à Rouen, suite à l'annonce d'une fermeture de classe dans l'école maternelle Jean-Philippe Rameau 2.

Les parents de la FCPE et indépendants, après avoir organisé plusieurs réunions sur le quartier, ont été reçus par l'inspecteur d'académie qui leur a dit d'attendre le mois de septembre. Mais les parents d'élèves n'en sont pas restés là. Samedi 11 février, ils ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école, mouvement qui a touché les sept écoles du quartier (trois primaires et quatre maternelles).

Du coup, l'inspectrice départementale s'est déplacée en personne pour apporter la bonne nouvelle : il n'y aura pas de fermeture de classe à la rentrée 1995. Preuve que pour secouer l'administration, les actions des parents, ça aide !

**Correspondant LO**

**Mexique**

## La nouvelle offensive militaire dans le Chiapas

# ENTRE LE MALAISE PAYSAN ET LA CHUTE DU PESO

Gamma

*Guerilleros zapatistes*

**Le 15 janvier dernier, le président mexicain Zedillo, mis à mal par la chute du peso, avait relancé les négociations avec la guérilla du Chiapas. Il lui fallait montrer qu'à défaut de pouvoir résister à la pression des spéculateurs, il pouvait au moins prendre une initiative politique par rapport à cette révolte née dans une des plus pauvres régions paysannes du sud du pays.**

**Pour essayer d'améliorer son crédit politique, il vient de lancer, jeudi 9 février, une opération militaire contre la guérilla. Ses troupes auraient repris le contrôle de la région d'autant plus facilement que les guérilleros ont choisi de se replier dans les montagnes. Il est difficile de savoir ce qui se passe au Chiapas, puisque les journalistes y sont désormais interdits de séjour. On parle de plusieurs bombardements que, faute de contradicteurs, Zedillo a pu d'autant plus facilement démentir.**

### Campagne de discrédit contre une guérilla...

Dans la capitale de l'État de Véracruz, des militants et des dirigeants de l'Armée de libération zapatiste (EZLN) auraient été arrêtés. En même temps, le procureur de la République orchestre une campagne censée révéler la véritable identité du «sous-commandant Marcos», le porte-parole de la guérilla, dont les communiqués ironiques sont très populaires. Marcos s'appellerait Rafael Sebastian Guillen Vicente et aurait fait des études supérieures à Mexico et à Paris.

Les autorités tentent ainsi de discréditer cette guérilla. Le président Zedillo laisse à nouveau la parole aux milieux militaires réactionnaires ou aux milieux financiers, où l'on tente de détourner l'attention avec cette explication fantaisiste : la guérilla est la

## La crise financière

# COMMENT LES CAPITALISTES FONT DE L'ARGENT EN ÉTRANGLANT LES PEUPLES

**La crise financière mexicaine, brutalement déclenchée le 20 décembre, est une illustration frappante de la façon dont les capitalistes font fructifier leurs capitaux en étranglant des pays entiers et en prenant le risque de plonger l'économie mondiale tout entière dans la faillite.**

### LES SPÉCULATEURS METTENT À SEC L'ÉTAT MÉXICAIN

D'abord, c'est une vague de spéculation contre le peso qui est à l'origine de l'effondrement de la monnaie mexicaine. Quelques mois avant les élections présidentielles, les Mexicains et étrangers détenteurs de capitaux ont commencé à déplacer leurs avoirs, vers les USA, fuyant le peso dont il jugeaient que la parité avec le dollar était maintenue artificiellement. A peine le nouveau président était-il élu que les spéculateurs ont joué sur une dévaluation possible, se débarrassant encore plus brutalement de leurs pesos contre des dollars, rendant ainsi la dévaluation inéluctable, à partir du moment où le gouvernement mexicain ne prenait pas des mesures de rétorsion contre les spéculateurs : de fait l'État mexicain a pris sur ses réserves en devises, qui ont fondu en quelques semaines, pour satisfaire les spéculateurs et, lorsque les caisses ont été pratiquement vides, il n'a pas eu d'autre choix que de laisser flotter la monnaie, le 20 décembre dernier.

### L'EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE PAYÉ PAR LA POPULATION

Le peso a perdu en une semaine 50 % de sa valeur. Depuis le 20 décembre, la dévaluation est de 60 % ce qui est évidemment considérable et a amené un véritable effondrement économique. Les prix ont fait un bon en avant. En une semaine les prix avaient grimpé de 20 %.

Le gouvernement mexicain annonce d'ailleurs une année très dure à la population : les salaires sont bloqués alors que l'inflation repart de plus belle. Lui qui n'a pas voulu s'en prendre aux spéculateurs va faire payer la note à la population.

Du simple fait de la dévaluation de la monnaie nationale, la dette de l'Etat a fait un bond en avant passant d'un coup de 40 % à 60 % du PIB. Le Mexique s'est d'ailleurs trouvé au bord de la faillite à la fin décembre, n'ayant pas de quoi payer ses échéances.

Du coup les USA qui sont ses principaux créanciers sont venus à la rescousse, de façon à ce que les banques américaines et autres financiers internationaux puissent continuer à percevoir la manne qu'ils arrachent au Mexique. Clinton est intervenu pour permettre au Mexique de s'endetter encore plus et... au prix fort ! Il a réussi à faire payer aussi bien le FMI qui a accordé au Mexique le plus gros prêt qu'il ait jamais consenti, les autres pays industrialisés, un certain nombre de pays latino-américains, des banques privées... Les USA, eux-mêmes, se seraient engagés pour 20 milliards de dollars.

### LES USA RENFORCENT ENCORE LEUR MAINMISE

Les USA font ainsi d'une pierre deux coups : d'une part, ils défendent les intérêts des financiers qui ont prêté au Mexique. D'autre part, ils serrent un peu plus à la gorge ce pays dont le gouvernement n'a vraiment plus rien à refuser à l'impérialisme américain.

Cette «aide» n'est pas gratuite. Ce sont des prêts à intérêts bien sûr. Et pour faire face dans l'avenir au service d'une dette qui est passée de 75 milliards de dollars en octobre à plus de 160 milliards de dollars aujourd'hui, ce qui représente la moitié de son produit intérieur brut, l'État mexicain va devoir achever de vendre, aux capitaux américains essentiellement, ce qu'il possède encore de l'économie du pays. Il ne reste en effet plus grand-chose car l'État mexicain n'en est pas à sa première faillite et il a déjà dû passer sous les fourches caudines de l'impérialisme américain, en 1982 par exemple. De 1982 à 1992, pour se faire de l'argent le gouvernement a vendu les 18 banques nationales, les deux compagnies aériennes, la compagnie du téléphone, etc. Le nombre des entreprises d'État a été ramené de 1 155 à 223 !

Cette fois-ci le gouvernement mexicain veut achever de vendre les moyens de communication, chemins de fer, ports, aéroports, télécommunications y compris les satellites. Il est obligé d'hypothéquer ses ventes de pétrole en garantie des prêts américains, premier pas probablement vers la privatisation de la compagnie pétrolière nationale Pemex qui assure 30 % des recettes budgétaires et qui représente le symbole d'une indépendance économique aujourd'hui réduite à néant. Mais il n'est même pas sûr que tout cela suffise à l'avidité des possesseurs de capitaux.

Si la crise financière du Mexique se stabilise, elle aura rapporté gros aux spéculateurs et même à ceux qui ont subi des pertes temporaires mais comptent bien se rattraper au centuple en dépeçant l'économie mexicaine. Alors que la population laborieuse va payer très cher par le renchérissement du coût de la vie, la baisse des salaires, les licenciements, les surprofits des riches possesseurs de capitaux.

**Dominique CHABLIS**

cause de la chute du peso !

C'est le 1er janvier 1994 qu'a éclaté la guérilla du Chiapas, le jour même où le Mexique entrait officiellement dans le grand marché nord-américain, l'Alena. Cet État du sud du Mexique, à la frontière du Guatemala est une province rurale. Sur près de 16 500 communes, 120 seulement sont des communes urbaines. Sur une superficie deux fois égale à la Belgique, on trouve neuf communautés indiennes descendantes des Mayas, soit une population totale de 3,3 millions d'habitants. Dans cet État déshérité, 850 000 personnes seulement disposent d'un emploi et 58% de ce nombre touchent un salaire égal ou inférieur au salaire minimum. 41% des logements n'ont pas l'eau courante, 70 % n'ont pas d'électricité. Le Chiapas concentre aussi 25 % des litiges sur la propriété des terres. Le bois, le café, le bétail et le maïs ont constitué longtemps les sources de revenus des paysans mais les prix se sont effondrés ces dernières années. Enfin, le Chiapas a toujours été une région où la fraude électorale était très importante, le Parti Révolutionnaire Institutionnel, le parti dominant depuis 65 ans, y obtenant jusqu'à 100 % des voix !

### ... symbole de dignité pour les plus pauvres

Toutes ces conditions ont aidé les guérilleros de l'EZLN à organiser les quelques milliers de jeunes paysans qui forment ses troupes (certains parlent de dix mille personnes). Son principal succès reste d'avoir perturbé, depuis plus d'un an maintenant, la vie politique, en faisant ressurgir spectaculairement le spectre de la révolte des pauvres que le classement de 24 milliardaires mexicains dans les hit-parades de la richesse mondiale avait pu faire oublier.

Face à cette révolte paysanne, les autorités ont changé plusieurs fois d'attitude. L'an dernier, le pays était en théorie le protégé du marché nord-américain et ses partenaires américains et canadiens lui demandaient de confirmer qu'il était devenu un État démocratique où l'armée savait rester dans les coulisses.

Du coup, après une première tentation d'en finir manu militari avec l'EZLN, les autorités avaient choisi la manière douce. Les voilà revenues à la manière forte. Mais il n'est pas sûr que cela soit très payant. Sur le terrain, la guérilla paraît insaisissable et, dans la capitale, cette attaque a réveillé l'opposition de centre-gauche. Le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) du fils de Cardenas a conduit une manifestation de 100 000 personnes contre la répression au Chiapas. Pour beaucoup de ces manifestants, l'EZLN représente moins une guérilla classique qu'une manifestation de dignité, dans laquelle ils se reconnaissent, contre un régime qui s'est approprié les richesses du pays au mépris de dizaines de millions de chômeurs et de pauvres. Et cela ne fait pas l'affaire d'un président qui rêve d'une victoire rapide et facile sur la guérilla et du bénéfice qui irait avec : le faire paraître comme un nouvel «homme fort».

**J.F.**

**Petits métiers pour survivre**

Gamma

## Algérie

# L'INGÉRENCE DE MITTERRAND, ET CELLE DES BANQUIERS OCCIDENTAUX

**La proposition faite le vendredi 3 février par Mitterrand d'organiser, sous l'égide de l'Union Européenne, une conférence sur l'Algérie destinée à réunir gouvernement algérien d'un côté, dirigeants intégristes de l'autre, ainsi que divers autres partis, a suscité la grogne du gouvernement algérien.**

La réaction a été d'autant plus vive que la proposition de Mitterrand apparaît comme un soutien direct à une partie de l'opposition algérienne, puisqu'il a tenu à rajouter qu'il faisait sa proposition dans l'esprit de la conférence de Rome, où plusieurs partis algériens opposés à la politique gouvernementale, le FLN (l'ancien parti unique), le FFS (le parti essentiellement kabyle d'Aït Ahmed) et l'ancien président Ben Bella avaient signé une plateforme commune avec les représentants du FIS, le Front Islamique du Salut intégriste.

La presse algérienne s'est alors empressée de rappeler le passé de Mitterrand, du temps où, ministre de l'Intérieur au début de la guerre d'indépendance, il clamait *"Une seule négociation la guerre"*, ou "*l'Algérie, c'est la France*".

Le ton indigné du gouvernement algérien et de la grande presse de ce pays est évidemment hypocrite. Car tout le monde sait que l'ingérence de la France, des États-Unis, de la Banque mondiale et du FMI dans les affaires algériennes est permanente. L'accroissement du chômage, les dévaluations successives qui ne cessent de renchérir le coût de la vie, en sont les conséquences. La population laborieuse algérienne en souffre. Mais bourgeoisie et gouvernants algériens s'en accommodent fort bien. Et le gouvernement algérien ne rechigne pas à faire sien le programme de restructurations industrielles, de fermetures d'entreprises non rentables, de hausses des prix et d'austérité exigé par le FMI, du moment que les hommes d'affaires algériens y trouvent aussi leur intérêt.

Si bien que la presse algérienne, qui est partie en guerre contre "l'ingérence" de Mitterrand, n'a fait que de tout petits entrefilets sur une autre "ingérence" occidentale qui avait lieu la même semaine : la réunion qui s'ouvrait mardi 7 février à Paris entre la Banque d'Algérie et un comité interbancaire de banques prêteuses à l'Algérie, présidé par la Société Générale, une conférence destinée à discuter des mesures d'austérité à exiger du gouvernement algérien en échange d'une renégociation de sa dette.

Les deux sont pourtant étroitement liées car si Mitterrand aujourd'hui préconise, à l'inverse de 1954, de remplacer la guerre (celle entre armée algérienne et intégriste) par la négociation, et propose que l'Europe fasse la politique algérienne, ce n'est évidemment pas plus qu'en 1954 pour le bien du peuple algérien. C'est seulement pour la défense des intérêts des banquiers et hommes d'affaires français, ou plus généralement européens ou américains.

Les grandes banques prêteuses à l'Algérie et les hommes d'affaires occidentaux, qui sont les principaux responsables de la crise économique, et du coup aussi de la crise politique que traverse l'Algérie, préféreraient pour la sécurité et, si possible, le développement de leurs affaires en Algérie, que ce pays ait un régime plus fiable. L'armée ne réussissant visiblement pas à venir à bout des intégristes, les gouvernements occidentaux, aussi bien le gouvernement américain que les gouvernements européens, sont depuis déjà plusieurs mois favorables à la recherche d'une alliance entre les deux formes de dictature, militaire et religieuse, qui se battent pour le pouvoir en Algérie.

La petite polémique politicienne qu'a suscitée, en France, la déclaration de Mitterrand n'est d'ailleurs qu'une petite querelle de préséance : Mitterrand n'en aurait averti à l'avance ni Balladur ni le ministre des Relations extérieures, Juppé. Mais Juppé a rappelé que, dans les grandes lignes, il était lui aussi pour pousser à la recherche d'un compromis entre armée et intégristes.

Car pour les gouvernants français, peu importe au fond la forme de dictature que subira le peuple algérien, que les militaires soient seuls au pouvoir après avoir écrasé les islamistes, ou le partagent avec des imams, dont les bandes de nervis barbus aideraient au contrôle des quartiers pauvres et interdiraient toute liberté de pensée (car un compromis armée-FIS ne pourrait être rien d'autre). Pour eux, il faut de toute façon un pouvoir qui arrive à faire accepter au peuple algérien l'aggravation de sa misère, afin que les dividendes tombent dans les caisses des banquiers.

**Olivier BELIN**

## France Télécom
### Paris Inter-Archives

# LA COMMUNICATION NE PASSE PLUS

**Depuis mardi 7 février, les opérateurs du Centre international de France Télécom situé rue des Archives, à Paris, sont en grève. Dans ce centre, où travaillent environ 500 agents, dont 300 opérateurs – qui sont surtout des opératrices d'ailleurs – on traite les renseignements internationaux et les communications internationales spéciales (cartes de crédit pour les entreprises, communications France Direct, etc.) sur des ordinateurs spécialisés. A noter que le site d'Archives regroupe au total, opérateurs compris, environ 1100 personnes, qui dépendent de trois sous-directions de France Télécom, parmi lesquelles on compte près de 450 techniciens.**

A l'origine du conflit, la décision prise par la direction du Centre international par opérateurs de changer les horaires de 66 agents auxquels elle veut imposer des horaires finissant à 21, 22, 23, 24 heures, alors que la plupart terminent à 19 heures un jour sur deux actuellement et à midi l'autre.

Le prétexte de ces changements d'horaires était que, l'essentiel du trafic se faisant avec le continent américain, le décalage horaire nécessite plus de monde le soir. Inutile de dire que tous ceux et toutes celles qui ont organisé leur vie selon les horaires des "brigades", c'est-à-dire des équipes des Télécoms, en particulier pour la garde des enfants, n'ont aucune envie d'accepter ces horaires.

En outre, pour faire bonne mesure, la direction annonçait, en même temps, que les 125 agents qui ne parlent aucune langue étrangère – et qui sont souvent les plus anciens du centre – allaient devoir partir ailleurs...

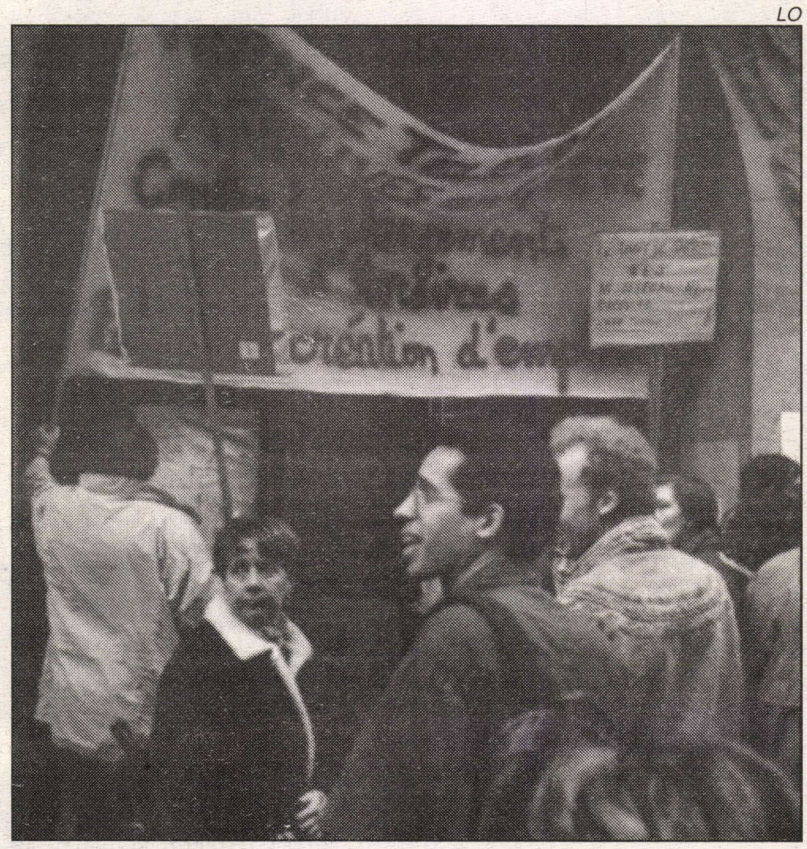
Dès que les agents concernés ont reçu leur affectation dans les nouveaux horaires, tous les opérateurs ont réagi, y compris ceux qui n'étaient pas directement touchés. Et, le lundi 6 février, aux heures d'information syndicale organisées en commun par les syndicats CGT, SUD et FO, 250 personnes votaient la grève pour le lendemain, sans se poser le problème du délai légal de préavis.

Le lendemain, il y avait plus de 85 % de grévistes parmi les opérateurs, et 140 présents à l'assemblée générale des grévistes. A noter que c'était le jour de la grève des enseignants et qu'un certain nombre d'opératrices n'avaient pas hésité à amener leurs enfants pour pouvoir venir.

Une cinquantaine de grévistes se rendaient au centre de Bagnolet, qui fait le même travail qu'eux, pour les convaincre de se mettre en grève car, sinon, la direction a les moyens de détourner une partie du trafic vers leur centre. Elle peut d'ailleurs le faire également sur les centres de province, mais là, les grévistes utilisèrent le téléphone (...ce qui est la moindre des choses !) pour prévenir les opérateurs de ces régions.

Les revendications posées par les grévistes sont l'annulation de toutes les suppressions de services et des changements d'horaires qui ont eu lieu depuis septembre dernier, l'embauche de personnel titulaire (en particulier pour les 41 postes qui manquent en soirée d'après la direction). Ils demandent aussi la garantie du maintien sur le centre des agents qui ne parlent aucune langue étrangère, l'affectation en soirée sur la base du volontariat et avec compensation horaire et financière, et bien sûr, le paiement des heures de grève.

LO



La direction du centre et la direction générale se renvoient la balle... chacune disant que c'est à l'autre de régler le problème.

Depuis le 7 février, la grève a été revotée chaque jour...

Le vendredi 10 février, une centaine d'opérateurs du centre de Bagnolet s'est mise également en grève et les grévistes des deux centres ont reconduit la grève pour le week-end.

Lundi 13, un comité de grève a été élu au centre Archives, et l'assemblée a décidé de retourner à la direction internationale pour y être reçue cette fois... car, le jeudi précédent, les 120 agents qui s'y étaient rendus ne l'avaient pas été.

A 14 heures, un peu plus de 100 opérateurs se retrouvaient à la direction. A 16 heures, profitant de l'ouverture des grilles, ils entraient dans les lieux, au grand dam de la direction. Une cinquantaine d'agents y a d'ailleurs passé la nuit. Mais, pas plus à l'entrevue qui a eu lieu le lundi soir que le mardi 14, la direction n'a rien voulu céder. A la limite, elle accepte de discuter, mais séparément, avec les deux centres en grève...

Les Centres internationaux par opérateurs de Lille et Lyon devaient se mettre en grève le mercredi 15 février. Pour le moment les choses en sont là. Les opératrices d'Archives et de Bagnolet ne veulent pas céder et attendent la direction de pied ferme... pour une négociation qu'elle avait proposée pour ce même 15 février : à suivre !

**Correspondant LO**

## SIFA
### Orléans

# ON VEUT DES SOUS

**A la SIFA-Orléans, une centaine de travailleurs ont débrayé pendant une demi-heure le 10 février pour 300 F d'augmentation de salaire. C'était quasiment toute l'équipe du matin et toute la normale.**

**Ce jour-là, les syndicats appelaient, sans grande conviction, le personnel à une réunion d'information sur les salaires : le patron proposait 1% en juin, et 1% en janvier de l'année prochaine.**

**Cela ne satisfaisait bien sûr personne. Un groupe de travailleurs a alors proposé de faire un tour dans l'entreprise et de débrayer tout de suite. Tout le monde est parti dans les ateliers, arrêtant tout, et criant : "*Des sous*". Il y avait de l'ambiance.**

**Le chef du personnel s'est retranché derrière le fait que le patron était en Chine et qu'il fallait attendre son retour.**

**Qu'à cela ne tienne, les travailleurs se sont séparés en prévenant : "*C'était un débrayage, c'était 300 F. Si on fait grève, ce sera 500 F*". En Chine ou ailleurs, voilà le patron prévenu.**

**Correspondant LO**

## Renault-Flins

# LE BOULOT DU SIÈCLE

**Épris de qualité, un des responsables de la tôlerie Twingo (06) de l'usine Renault de Flins a voulu demander à l'ordinateur d'imprimer tous les arrêts longs de fabrication la concernant. Par inadvertance, alors que la Twingo date de 1992, il a fait sa demande pour les années... 1894 à 1994.**

**Là ont commencé ses malheurs. Pour un ordinateur, imprimer 100 ans de n'importe quelle statistique, c'est long. Seulement, pas moyen d'arrêter cette satanée imprimante. Pire, elle a fini par consommer tout le papier... qu'il a fallu mettre en boucle, faute de mieux.**

**Pire encore, elle a épuisé le ruban encreur et mis en nage ce malheureux chef. Mais le plus croustillant dans cette histoire, c'est qu'il est connu pour critiquer constamment le travail des ouvriers. Ah, si après cela il pouvait nous f... la paix, au moins jusqu'à la fin du siècle !**

***Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault (Flins***

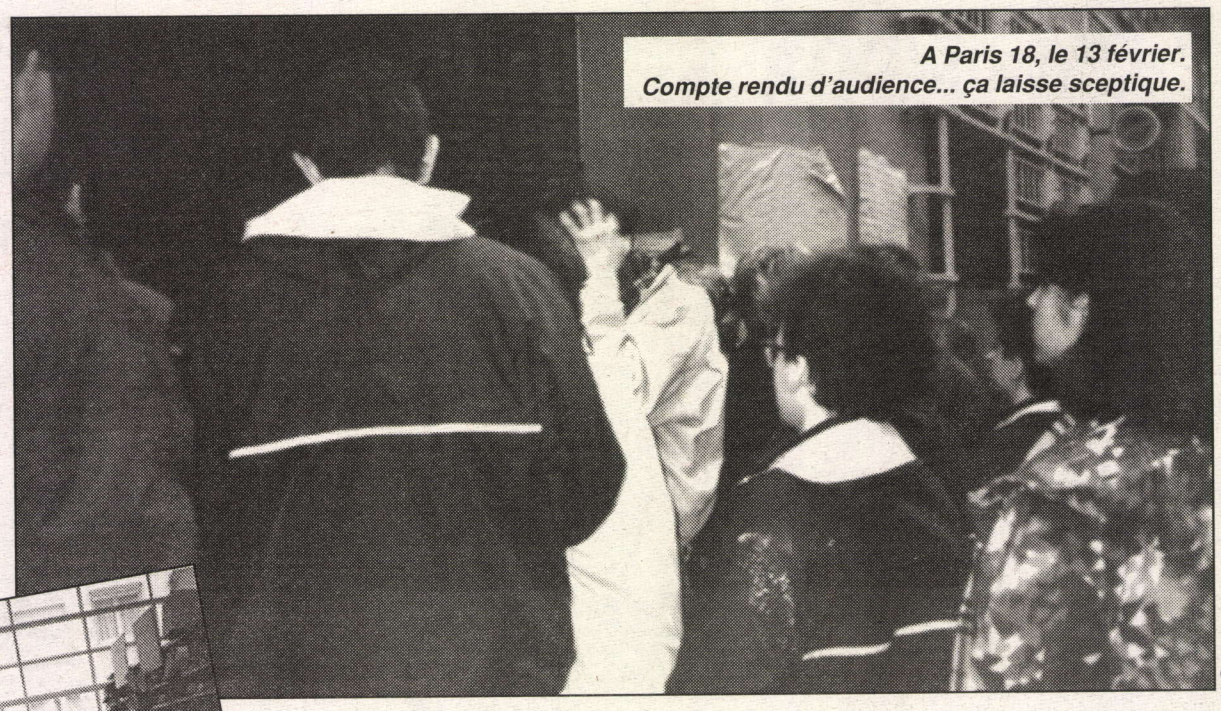
# LES POSTIERS PARISIENS EN LUTTE CONTRE LES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS

**Les postiers de deux grands bureaux parisiens se sont mis en grève contre les suppressions d'emplois. Celles-ci continuent en effet à La Poste au rythme de 5 000 par an.**

**Pour les facteurs parisiens, elles ont pris ces dernières années la forme de "restructurations", comme celle qui était prévue dans le bureau central du 18ème arrondissement pour le 6 mars : plusieurs dizaines d'emplois supprimés d'un coup, à l'occasion d'une modification des horaires et des quartiers que font chaque facteur. Les facteurs en trop après la restructuration restent sur le bureau, mais rapidement, au gré des départs non remplacés, les réductions deviennent effectives. D'autant plus vite d'ailleurs que souvent le bureau manque déjà de personnel par rapport à celui qui est prévu.**

**Mais, dans tous les autres services aussi, ces réductions d'effectifs sont permanentes, comme à Paris 14 où le mouvement est parti des guichets et du "Cédex".**

**Voir ainsi des emplois supprimés, alors que partout on parle de lutte contre le chômage, indigne bien des postiers. D'autant plus que cela se traduit par des sacoches encore plus bourrées pour les facteurs, des queues plus longues aux guichets, et un surcroît de travail partout.**



*A Paris 18, le 13 février. Compte rendu d'audience... ça laisse sceptique.*

LO

*Paris 18, après 6 jours de grève.*

## PTT - Paris 18 UNE GRÈVE QUI N'EST PAS PASSÉE INAPERÇUE

Au bureau de Poste de Paris 18e, nous avions fait le 19 janvier une journée de grève d'avertissement pour protester contre les suppressions d'emplois dans tous les services. 95% d'entre nous avaient fait grève ce jour-là, et devant le succès nous étions bien décidés à ne pas en rester là. Quelques jours plus tard, la direction tombait à nouveau sur un os. Elle avait pensé nous diviser en proposant aux facteurs de choisir, pour leur restructuration, entre deux projets de nouveaux horaires... comportant chacun 25 suppressions d'emplois. 23 facteurs seulement sur 282 participèrent à cette mascarade de vote. Un vrai fiasco ! Ce fut en fait un vote massif contre toute suppression d'emplois. Mais, la direction ne voulant toujours rien entendre, nous avons décidé, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, SUD et FO, de démarrer une grève reconductible à partir du 7 février.

Ce matin-là, 73% du bureau, où nous sommes près de 500 postiers, étaient en grève, et celle-ci fut reconduite les jours suivants. Nous ne voulions pas que notre mouvement passe inaperçu. Alors, nous avons fait le tour de tous les bureaux du 18ème arrondissement, en manifestant dans les rues avec des panneaux : "*Une sacoche, oui... deux sacoches, non ! Embauchez !*" ; "*Assez de sous-effectifs... des actifs !*" Dans les petits bureaux, comme Paris-Marx Dormoy, Paris-Abbesses, Paris-Clignancourt, ou Paris La Chapelle, nous nous sommes adressés aux autres postiers, victimes des réductions d'effectifs. Partout l'accueil était chaleureux.

Nous en avons profité par la même occasion pour discuter avec les usagers et leur expliquer que les réductions d'effectifs retombaient aussi sur eux. Aux Abbesses, par exemple, une dame en train de protester parce qu'on ne trouvait pas son paquet signa des deux mains pour nous soutenir. Puis nous sommes entrés diffuser un tract d'information dans les centres de tri du 18e : CTC La Chapelle, Evangile, Le Landy. Toutes ces discussions et ces soutiens de la part d'usagers et d'autres postiers maintenaient le moral. Pour beaucoup, c'était une expérience nouvelle.

Entre ces manifestations, nous nous retrouvions à la porte de Paris 18. Là, à plusieurs reprises, des RMIstes sont venus réclamer leurs lettres-chèques de RMI, nous disant qu'ils risquaient de se retrouver sans hébergement. Les facteurs grévistes de leur quartier, faisant une exception pour eux, montaient alors essayer de trouver ces lettres.

Mardi 14 au matin, le nombre de grévistes ayant régulièrement diminué depuis une semaine que durait le mouvement, nous avons décidé de reprendre le travail. Une bonne vingtaine d'entre nous préférèrent d'ailleurs rester encore en grève ce jour-là. La direction reste sur ses positions, mais la réorganisation avec ses 25 suppressions d'emplois, prévue pour le 6 mars, a dû être reportée au 28 mars, et nous n'avons pas dit notre dernier mot !

**Correspondant LO**

## PTT - Paris 14 LES POSTIERS FONT RECULER LA DIRECTION

A Paris 14, le mécontentement est parti début février de deux services, les guichets et le Cedex (où l'on trie le courrier des gros usagers, avant de déposer les facteurs sur leurs tournées et de faire le relevage des boîtes à lettres).

Ce qui a fait déborder le vase aux guichets, c'est l'annonce de la suppression de deux postes et demi. Cela entraînait un changement d'horaire. Désormais, chaque guichetier devrait revenir un après-midi par semaine. Immédiatement, les guichets décidaient de se mettre en grève à partir du lundi 6 février au matin, et ce jour-là, pas un guichetier sur la quarantaine de Paris 14 et des quatre annexes de l'arrondissement n'était au travail.

Au Cedex, nous avions déjà débrayé le jeudi 2 février toute la matinée pour réclamer deux personnes en plus afin de faire face à un supplément de travail.

La grève de tout le bureau, qui compte près de 400 postiers, fut prévue pour le mercredi 8 à l'appel de tous les syndicats. Pendant deux jours, les guichetiers en grève et les travailleurs du Cedex organisèrent des assemblées générales. Les discussions allaient bon train, et tout le monde se mit d'accord pour que la grève soit une réussite, car les problèmes d'effectifs, il y en a dans tous les services.

Le mercredi, guichets et Cedex étaient totalement en grève, et dans les autres services, chez les facteurs par exemple, le pourcentage tournait autour des 70%. Des tracts furent distribués aux usagers, les appelant à manifester leur soutien en téléphonant à la direction. Au Cedex, la direction voulait forcer 11 grévistes sur les 35 à travailler en les "désignant", ce qui est une forme de réquisition. Tout le monde se mit d'accord pour empêcher les "désignés" de sortir du bureau faire le relevage des boîtes à lettres, ce qui ne posa de problème à personne... y compris aux intéressés.

Le lendemain, si les facteurs reprenaient le travail, le Cedex et les guichets continuaient la grève avec la même détermination. Et vendredi 10 février, la direction finissait par reculer. Les retours d'après-midi étaient annulés aux guichets, où il n'y aurait finalement qu'une position et demie de supprimée.

Quant au Cedex, deux positions de travail y étaient créées. La direction payait la journée de grève du vendredi, et donnait un jour de congé supplémentaire. Aussi, quand les grévistes votèrent la reprise du travail, chacun était satisfait du recul de la direction.

**Correspondant LO**

**Chausson**

# Le tribunal couvre les détournements de fonds de Renault

# LES TRAVAILLEURS FACE À L'ÉCHÉANCE DE LA FERMETURE

**Lundi 13 février, le tribunal de commerce de Nanterre a entériné l'offre de location-gérance de Renault pour l'usine Chausson de Gennevilliers, location-gérance qui court du 1er mars 1995 jusqu'au 31 mars 1996.**

**Mais cette fois, la contestation est venue non seulement des représentants des salariés mais de l'intérieur de l'institution elle-même : le représentant des créanciers, désigné par le tribunal pour superviser les opérations financières de Chausson, au nom de tous ceux qui ont été lésés par le dépôt de bilan le 13 septembre 1993, a déposé des conclusions qui ont été rendues publiques à l'audience et qui sont édifiantes sur le fonctionnement de la justice.**

Il y dénonce en effet le caractère factice et frauduleux du dépôt de bilan arrangé à l'avance par les actionnaires Renault et Peugeot, en faisant référence aux écrits qui prouvent l'opération délictueuse. Il y proteste contre le refus du tribunal d'accepter sa demande d'ordonner à Renault et Peugeot de verser une provision de 800 millions de francs à valoir sur le passif qu'ils ont créé artificiellement ; contre son refus aussi d'utiliser l'article 182 de la loi de 1985 qui autorise le tribunal à mettre en dépôt de bilan des sociétés, en bonne santé financière, qui sont coupables d'avoir manœuvré pour mettre une société qu'elles contrôlent en dépôt de bilan.

Le tribunal a donc clairement refusé d'utiliser la loi pour sanctionner Renault et Peugeot, ce qui n'est évidemment guère étonnant. Mais il est à noter qu'un représentant officiel de ce même tribunal, devant l'ampleur de la fraude, des magouilles, des violations aussi manifestes de la loi, se soit senti obligé de faire de telles demandes et les ait rendues publiques. Il ne veut pas être rendu complice de "*cette spoliation en règle*" de ceux qu'il est censé représenter, ainsi qu'il l'a dit avec colère en sortant du tribunal.

On a en outre appris au cours de l'audience, de la bouche même du président du tribunal, que Renault allait gagner au moins 100 millions de francs de bénéfice net sur l'exploitation de Gennevilliers en 1995 alors qu'il va payer 28 millions de location-gérance. Tout en remarquant que cela était anormal, le président a entériné l'offre de Renault.

Il entérine du même coup la fermeture de Creil en principe pour décembre 1995, date limite des allocations de fabrication par Renault. Et devant les protestations des salariés qui dénonçaient la complicité de la justice et du gouvernement devant cette opération scandaleuse, le procureur, représentant du gouvernement, a fait ce commentaire provoquant : "*Vous n'avez pas le droit de ne pas avoir d'espoir ; certes il n'y a rien aujourd'hui pour Creil, mais chaque jour qui passe peut apporter une solution*" !

Il n'y a d'ailleurs aucune garantie non plus pour les travailleurs de Gennevilliers, qui ne savent pas ce qui va se passer à la fin de la location-gérance.

La semaine précédant la décision du tribunal, les deux chefs de la majorité actuelle, Balladur et Chirac, en visite en Picardie, ont fait de grandes déclarations sur Chausson. Balladur a fait mine de mettre en demeure Renault et Peugeot d'assumer leurs responsabilités. Quant à Chirac, il a déclaré que l'État, actionnaire de Renault, devait imposer à Renault la poursuite de l'activité à Creil. Les deux compères sont mouillés jusqu'au cou dans cette affaire qu'ils ont laissé mener à son terme, mais ils font un peu de démagogie électorale le temps d'un discours. Évidemment, depuis, on ne les entend plus !

Dans les deux usines, se sont tenues mardi 14 février, au lendemain de la décision du tribunal, des assemblées générales massives. Il s'y est discuté, tout particulièrement à Creil, de l'organisation de la lutte pour ne pas être jetés ainsi à la rue. Car beaucoup sont conscients que le temps presse et que seule une lutte radicale pourra permettre d'imposer des garanties.

**Correspondant LO**

**Martinique**

# LA GRÈVE DES EMPLOYÉS DE BANQUE CONTINUE

Alors que la grève des employés de banque de la Martinique est entrée dans sa quatrième semaine, la télévision métropolitaine consent à donner ici quelques informations. Et, comme par hasard, ces informations relèvent de la propagande antigréviste pure et simple.

C'est ainsi que les téléspectateurs de la deuxième chaîne ont pu voir une malheureuse RMIste venir chercher des secours en nature au Secours Catholique, faute de pouvoir toucher ses allocations, et un petit commerçant crier misère.

Sur l'origine du conflit, l'attitude des directions bancaires, du patronat de la Martinique, les revendications des grévistes : rien. La grève, selon les médias, qui relayent des spots publicitaires payés là-bas par les patrons de la Martinique, paralyserait la vie économique et asphyxierait les plus pauvres.

En réalité, la revendication des grévistes, soutenus par les autres travailleurs de la Martinique, porte essentiellement sur une augmentation de 280 F brut comme rattrapage de salaire pour 1993. Les banquiers refusent, portant la responsabilité de l'arrêt des transactions financières. Ils bénéficient de l'entière solidarité du patronat martiniquais.

Les spots télévisuels anti-grève ont déjà dû coûter autant, sinon bien plus, que ce que réclament les grévistes.

Heureusement, sur place, la campagne de calomnies lancée contre les grévistes ne marche guère. Non seulement la solidarité s'organise dans les familles pour aider ceux qui ne peuvent pas toucher d'argent. Mais au niveau des autres travailleurs de la Martinique, la solidarité s'est déjà traduite par une grève le mercredi 8 février (susceptible d'être reconduite le mercredi 15) et par une importante manifestation dans les rues de Fort-de-France.

A l'heure où nous mettons sous presse, les négociations interrompues le 19 janvier ont repris et devant l'échec de leurs tentatives d'intimidation, il n'est pas impossible que les banquiers lâchent un peu de lest. En tout cas, la détermination est grande en Martinique, chez les employés de banque, les travailleurs solidaires et même l'ensemble de la population.

**Polynésie**

# FACE À L'AGITATION SOCIALE LES AUTORITÉS DOIVENT RECULER

Il a fallu que des manifestants brûlent le drapeau tricolore à Papeete pour que l'on apprenne qu'une agitation sociale importante secoue la Polynésie depuis plusieurs semaines.

Parti à propos du licenciement de deux employés d'une grande brasserie de Tahiti, le mouvement s'est peu à peu durci, surtout face à l'intervention des forces de l'ordre.

Maintenant, les autorités semblent pressées de négocier, sans pour autant faire accepter aux patrons de la brasserie la réintégration des deux employés licenciés. Ce conflit n'est évidemment pas le bienvenu en période électorale et les autorités territoriales, parrainées par le ministre des DOM-TOM, cherchent l'apaisement. Mais pour cela, il aura fallu rien moins que des grèves et des manifestations violentes !

## Aéroport de PARIS

# LES POMPIERS LEUR ONT MIS LE FEU AUX FESSES

**Les deux cents sapeurs-pompiers employés par ADP (Aéroport de Paris) sur les plates-formes de Roissy et Orly ont repris le travail le samedi 10 février après une grève de neuf jours. Et, contrairement à bien d'autres mouvements catégoriels de ces derniers temps, cette fois-ci la direction d'ADP a choisi de reculer.**

Il faut dire que dans les deux aéroports, malgré le service minimum imposé aux grévistes par la loi, ADP a dû fermer une piste sur deux, créant une belle pagaille dans les vols, avec retards et annulations en série. Cela a d'ailleurs valu à ce mouvement de trouver un écho inhabituel dans la presse.

Le point de départ du conflit a été le fait que les travailleurs "d'exécution" se retrouvent, après un certain nombre d'années d'ancienneté, bloqués en fin de grille dans leur catégorie sans possibilité de promotion et donc de rallonge. Cela n'est pas nouveau. Mais ce qui était tolérable il y a encore quelques années, le devient de moins en moins avec l'érosion croissante des salaires réels.

Déjà en 1988, les pompiers avaient fait grève sur le même problème sans faire reculer la direction, en tout cas sur ce point. Cette fois-ci, ADP a donc reculé en ouvrant la grille "maîtrise" aux pompiers ayant assez d'ancienneté (même s'il n'y a pas de postes correspondants en maîtrise dans la réalité), ce qui se traduira pour une majorité par des augmentations allant de 500 F à 1 200 F par mois sur le salaire de base.

Malgré les apparences, le conflit aurait pu prendre un tour plus général, et cela a sans doute compté aussi dans le recul d'ADP. Car si les pompiers ont été les seuls à faire grève sur cette revendication, elle est posée par les travailleurs de nombreuses autres catégories. Les hôtesses du "Passage", par exemple, qui s'occupent de l'embarquement des passagers, mènent depuis trois mois un mouvement de débrayages intermittents sur cette même revendication.

Évidemment la direction d'ADP était consciente des risques de contagion. Ce n'est pas pour rien qu'elle a tout fait pour tenir les grévistes à l'écart des aéroports en organisant des séances de négociations ininterrompues chaque jour au siège d'ADP, boulevard Raspail à Paris. Elle a reçu dans cette affaire l'aide active de tous les appareils syndicaux qui se sont précipités sur cette belle occasion de se retrouver autour du tapis vert avec les patrons, en expliquant aux grévistes que rien de décisif ne pourrait avoir lieu en dehors de ces interminables parlotes — dans lesquelles la direction n'avait rien à dire ni à proposer.

La seule chose décisive, bien sûr, a été la détermination des pompiers à poursuivre leur grève et, sans doute, la crainte de la direction de voir le mécontentement général sortir du terrain catégoriel. Car il y avait peut-être la possibilité pour ce mécontentement de se reconnaître dans la grève d'une catégorie de travailleurs qui de plus bénéficie d'emblée de la sympathie générale. Car, derrière la formulation actuelle des revendications, souvent faite par catégorie, c'est le problème des salaires que tout le monde se pose. Mais peut-être n'est-ce que partie remise.

**Correspondant LO**

## CHR de Rennes

# CONGÉS AU COMPTE-GOUTTES, ÇA SUFFIT !

**Les politiques de restriction des dépenses de santé, menées depuis des années par les gouvernements successifs, pèsent sur l'emploi et les conditions de travail dans les hôpitaux.**

Au CHR de Rennes, la direction tente régulièrement de faire des économies sur notre dos. La planification des congés de l'été prochain a été une nouvelle occasion.

L'an dernier déjà, elle avait tenté de limiter à trois semaines maximum la durée des congés en juillet et en août, pour l'ensemble du personnel. Cela avait entraîné une réaction du personnel sous forme de débrayages et de journées de grève qui l'avait contrainte à reculer et à laisser partir plus longtemps ceux qui le souhaitaient.

Cette année elle a fait semblant de ne s'en prendre qu'aux infirmières. Comme la sortie des écoles d'infirmières sera en novembre prochain, et non en juin comme les années précédentes, elle a expliqué qu'elle ne trouverait pas autant de remplaçantes d'été que les autres années. En conséquence, elle a d'office limité les départs à 21 jours maximum en juillet et en août.

La réaction n'a pas tardé : celle des infirmières bien sûr qui n'acceptent pas que leurs congés soient limités, mais aussi celle d'une partie des autres catégories qui craignent que, si cette mesure passe cette année pour les infirmières, elle ne soit généralisée l'an prochain. D'autant que, sous le prétexte de difficultés budgétaires, la direction voulait réduire le nombre de remplaçant, pour tout le monde.

Cette décision a été la goutte qui a fait déborder le vase du ras-le-bol. Les commentaires n'ont pas manqué : "*A longueur d'année on nous en demande de plus en plus. On modifie nos repos. On nous rappelle pour remplacer des collègues absents. Maintenant ils veulent nous priver de la meilleure période de l'année où nous pouvons souffler*". D'autres ironisaient : "*Si la direction nous paye les Seychelles et prend les enfants en charge, on veut bien partir en octobre !*"

La mobilisation, dirigée par les quatre syndicats de l'hôpital, a consisté en assemblées générales qui se terminaient à la direction et en deux jours de grève, le 26 janvier et le 2 février. Les infirmières ont été plus nombreuses, jusqu'à 42% de grévistes et 10% parmi les autres agents. Le personnel a pris l'habitude d'entrer dans la salle des négociations et de dire son mot. Les directeurs ont ainsi pu entendre quelques vérités sur les conditions de travail dans les services, se voir démentis quand ils essayaient de nier ou d'atténuer les problèmes rencontrés par le personnel.

Ils ont même déclenché de francs fous rires lorsqu'ils ont essayé d'expliquer qu'ils ne nous traitaient pas comme des pions !

L'argument de la direction sur les difficultés à recruter des infirmières pour l'été s'est vite effondré lorsqu'on a appris auprès de l'ANPE que près de 200 d'entre elles sont actuellement en attente d'un emploi sur la région rennaise !

Au cours de la mobilisation, la direction a commencé à reculer. Elle a assuré que le nombre de remplaçants dans toutes les catégories serait équivalent à celui de l'an dernier. Elle a permis aux infirmières de dépasser les trois semaines de congés de quelques jours, dans certaines conditions, mais sans aller jusqu'à autoriser les départs de quatre semaines. L'unité syndicale n'a alors pas tardé à voler en éclats, certains syndicats se contentant de ce premier recul !

Pour le moment, la mobilisation et les illusions dans les syndicats n'ont pas permis d'aller plus loin. Mais de prochaines occasions de se battre ne vont pas tarder. En tout cas, cette réaction sur les congés, même si elle n'a permis qu'un recul partiel de la direction, a modifié l'atmosphère sur l'hôpital. C'est de bon augure pour la suite, à condition de ne pas laisser le sort de nos luttes aux mains des syndicats.

**Correspondant LO**

## Crédit Lyonnais

### Après la spéculation et l'argent englouti dans l'immobilier

# LES BANQUIERS VEULENT SE PAYER SUR NOS EMPLOIS

**Toutes ces dernières semaines, la presse a de nouveau abondamment évoqué la situation financière du Crédit Lyonnais, pour annoncer que le "trou" constaté dans les comptes de la banque serait encore bien plus important que celui avoué en 1994. L'année dernière, l'aide de l'État au Crédit Lyonnais (sous la forme d'apport en capital et de garantie sur des créances) s'était élevée à 24 milliards de francs.**

Les chiffres de pertes qui vont être annoncés seraient donc bien plus gros encore. La presse a évoqué des montants allant de 30 à 100 milliards de francs. Le montant officiel ne sera rendu public qu'à la fin des négociations en cours entre les dirigeants de la banque et les représentants de l'État. Mais cela ne veut nullement dire qu'il sera plus vrai, plus fiable que les précédents. D'année en année, cela fait un certain temps déjà que les chiffres officiels de la direction sont ensuite démentis... par la direction elle-même.

Même s'ils ont leur part dans ce "trou" qui ne cesse de grandir, les prêts à Tapie ou les rêves hollywoodiens de la direction du CL de tenter de s'implanter dans le secteur du cinéma aux États-Unis n'en constituent qu'une petite partie. Le plus gros provient des dizaines de milliards de francs de prêts à l'immobilier, dont le remboursement est plus que douteux. Ces milliards ont été prêtés à des promoteurs, des spéculateurs qui n'ont pas pu rembourser le Crédit Lyonnais quand le marché immobilier s'est retourné. Mais ces milliards ont bel et bien rempli les coffres de spéculateurs plus avisés, de propriétaires fonciers qui ont vendu leurs terrains au bon moment, ainsi que les coffres des capitalistes du bâtiment qui ont construit par centaines des immeubles de bureaux.

Le nouveau "trou" du Crédit Lyonnais sera sûrement, tout comme le précédent, en grande partie comblé par l'aide de l'État. Il sera donc une nouvelle fois à la charge des contribuables, appelés à compenser tout cet argent perdu par le Crédit Lyonnais mais qui a été encaissé par des bourgeois en chair et en os.

Mais d'autre part, la direction du Crédit Lyonnais risque fort de tirer prétexte des chiffres de pertes pour saler la note qu'elle a déjà commencé à présenter au personnel.

Elle a déjà prévu de supprimer 3 800 emplois (soit 10 % des effectifs) entre 1994 et 1997. Un premier plan "social" doit se terminer le 31 mars prochain, qui prévoyait à l'origine 1 124 emplois en moins. En fait, les départs seront un peu plus nombreux. Mais rien ne garantit que le prochain plan, déjà préparé par la direction, ne sera pas encore plus restrictif que l'actuel. Et de toute façon, ces départs se traduisent déjà pour nous par du travail en plus. En outre, nos salaires sont pratiquement bloqués.

Le directeur du personnel du Crédit Lyonnais, cité par *Le Monde* du 14 février, a déclaré : "*Actuellement, les grandes banques réalisent des gains de productivité de 2 % à 3 % par an. Il est tout à fait envisageable que ce taux passe à 4 %, voire 5 % à l'avenir*".

En fait, les banquiers ont en tête des diminutions d'effectifs de plus en plus conséquentes, et cela indépendamment de l'allure de leurs comptes. C'est ainsi que la Société Générale, tout en affichant un bénéfice net de l'ordre de 3,6 milliards de francs, a annoncé qu'elle compte réduire les effectifs des agences de 2 % à 2,5 % jusqu'en 1997. Cela représente une baisse de 1 500 à 1 800 postes. Et le directeur du personnel de cette banque n'écarte pas le recours aux licenciements, si le personnel n'accepte pas plus de flexibilité et plus de mobilité.

Bref, selon la logique patronale, dans les banques qui ont leurs comptes en rouge, il faudrait faire payer le personnel. Et dans les banques qui font des profits, il faudrait aussi faire payer le personnel. Une logique à combattre si nous ne voulons pas y laisser notre emploi !

**Correspondant LO**

*Manifestation des employés de Rillieux en octobre 1994*

LO

# LES ASSURANCES BALANCENT LE RÉGIME DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

La plupart des employés des compagnies et des mutuelles d'assurances ont appris vendredi 3 février 1995 par la presse que les fédérations patronales venaient de conclure un accord avec les syndicats signifiant la liquidation du régime de retraite complémentaire de la profession, régime qui jusqu'à présent fonctionnait par répartition.

Les signataires (FFSA et GEMA) et les syndicats CFDT, CFTC et CGC ont prévu de substituer à ce régime un fonds de pension par capitalisation.

D'autre part, pour la retraite complémentaire obligatoire, le taux de cotisation passera de 4 à 6 % et les employeurs qui, jusqu'à présent, finançaient les cotisations à 93 % ont prévu, grâce à cet accord, de diminuer en sept ans leur quote-part à 62,5 %, reportant sur les salariés une charge de 37 %.

Sous prétexte des déséquilibres à venir de ce régime de retraite professionnelle, les patrons font d'une pierre deux coups avec la complicité d'un certain nombre de syndicats, cogestionnaires actuels et qui se voient bien en cogestionnaires futurs. Non seulement, ils baissent leur participation (d'où une économie d'environ 2 % de la masse salariale sur plus de 100 000 salariés), mais aussi, ils créent un fonds de pension par capitalisation.

C'est le premier accord de ce type pour toute une branche professionnelle. Cela signifie qu'il n'existera aucun lien entre les pensions de retraite et les salaires. Chacun devra verser ses primes sur un compte individuel capitalisé et la retraite sera fonction de la valeur du compte individuel... éventuellement victime de toutes les dépréciations monétaires. A l'opposé, les retraites par répartition sont directement liées aux salaires : les retraites sont financées par les salariés en activité et leur niveau est fonction de celui des salaires au moment où la retraite est versée.

Gérer les fonds de pension des millions de salariés qui actuellement bénéficient de régimes complémentaires, c'est un gros gâteau sur lequel lorgnent banquiers et assureurs. Et ceux-ci viennent d'ouvrir une brèche par laquelle d'autres fédérations patronales rêvent de s'engouffrer.

Personne, ni les syndicats signataires ni les directions des entreprises, n'a informé le personnel que, dès le mois de février, les cotisations augmenteraient à effet du 1er janvier. Les employés s'interrogent sur le silence des syndicats, car seules la CGT et FO se sont exprimées contre cette remise en cause. Il y a pourtant de quoi être scandalisé par cette attaque contre les retraites, menée par les patrons des compagnies d'assurances brassant des milliards et où les profits sont restés élevés malgré la crise.

**Correspondant LO**

## 2 200 milliards de profits bruts en 1994

# LES PATRONS PEUVENT LARGEMENT PAYER !

Tandis que tout le monde semble se mettre d'accord sur l'estimation à 5 millions du nombre d'exclus du travail, à un titre ou à un autre, les grandes entreprises sont en train de publier leurs résultats pour l'année qui vient de s'écouler. Pour certaines, les progressions des bénéfices sont spectaculaires : + 175 % (c'est-à-dire résultat presque triplé) pour Saint-Gobain, + 110 % pour Pinault-Printemps-La Redoute (résultat largement doublé), + 30 % pour Louis Vuitton-Mouët-Hennessy (LVMH), + 21 % pour la banque Paribas, + 20 % pour L'Oréal.

Usinor doit annoncer un bénéfice d'un milliard de francs, à comparer à ses pertes de près de 6 milliards en 1993. Les 8 000 licenciements de ces trois dernières années ne sont pas pour rien dans ce spectaculaire redressement. Et les 2 000 licenciés que ce groupe annonce déjà, en même temps qu'il se prépare à la privatisation, devraient stimuler les boursicoteurs à acheter ce titre.

De son côté, l'INSEE a fait des comptes globaux qui vont dans le même sens. La masse des profits réalisés par les grandes entreprises représente 1 270 milliards de francs (à peu près le montant du budget de l'État, un peu moins que celui de la Sécurité sociale), après impôt et consolidation des comptes. Cela représente une progression de 70 milliards et 5,2 % par rapport à 1993.

Mais ce n'est pas tout. Pour avoir une idée exacte de ce que les grandes entreprises ont engrangé en une année, il faut savoir qu'aux 1 560 milliards de profits bruts (avant impôt et consolidation des résultats) se sont ajoutés, entre autres, 320 milliards de revenus financiers, 182 milliards d'aides de l'État et de transferts de toutes sortes... : au total 2 197 milliards de francs de "ressources" selon l'INSEE.

A titre de comparaison, en 1987, ce résultat n'était "que" de 1 885 milliards. Alors, quand Balladur ou Sarkozy bavardent sur le "déficit" de l'État, Simone Veil sur celui de la "Sécu" ou votre patron de "*la conjonture difficile pour les entreprises françaises*", il y a de quoi se fâcher tout rouge, puisqu'une toute petite ponction de ces bénéfices suffirait largement à effacer toutes les ardoises qu'on va essayer de nous présenter dans les mois qui viennent.

**J.F.**

***Une belle brochette de patrons (de Total, L'oréal, Péchiney, GAN, Rhône-Pouenc et Crédit Local de France). Satisfaits ? Il y a de quoi !***

AFP

## Sécurité sociale

# L'ÉTAT ET LE PATRONAT PRIS LA MAIN DANS LE SAC

Patronat et gouvernement reviennent régulièrement sur le "déficit alarmant" de la Sécurité sociale. Pour ne pas être en reste, le candidat Balladur y a fait allusion, affirmant que la maîtrise des dépenses de santé était la seule solution pour assurer la sauvegarde du système de protection sociale.

Pourtant, lorsqu'on y regarde de plus près, le prétendu "trou" de la Sécu relève plus des factures impayées et des exonérations de toutes sortes accordées aux entreprises que des dépenses effectuées au profit de ceux qui ont cotisé.

Ainsi, le déficit annoncé en 1993 s'est élevé à 56,4 milliards de francs, dont 26,3 milliards au titre de l'assurance-maladie. Or, selon les chiffres de la commission des comptes de la Sécurité sociale, les charges supportées indûment par la Caisse d'assurance-maladie des salariés ont pesé pour 35,9 milliards, auxquels il convient d'ajouter 9,2 milliards dus par l'État au titre des exonérations, et 19,1 milliards de déficit des autres régimes pris en charge par le régime général des salariés. Parallèlement, en 1993, les exonérations de cotisations accordées par l'État aux entreprises ont coûté 25 milliards à la Sécurité sociale, tandis que la facture des cotisations dues et non versées par les sociétés s'élevait à 75,4 milliards.

Ainsi, si le régime de la protection sociale souffre de quelque chose, c'est bien plus du pillage organisé par l'État et les entreprises que des prestations versées aux assurés. Pourtant, ce n'est pas ce qui empêche Balladur et Sarkozy de laisser entendre qu'il faudra bien que les salariés acceptent de nouveaux prélèvements. Cherchez l'erreur !

## L'affaire des Ciments Français

# FAUX BILANS ET VRAIS CAPITALISTES

**Ciments Français, société respectable cotée en bourse, et ses principaux actionnaires, dont l'un des premiers groupes financiers français - Paribas - et sa filiale Poliet (un gros du BTP connu du grand public par, entre autres marques, celles de Point P, Menuiseries Lapeyre et Serrurerie Vachette) se seraient comportés en 1991 comme de vulgaires escrocs avec la bénédiction de non moins respectables commissaires aux comptes...**

Tout ce beau monde, hauts fonctionnaires, administrateurs, principaux actionnaires, s'était en effet mis d'accord pour publier un faux bilan. Pour l'année 1991, le résultat net des Ciments Français aurait été déficitaire de quelque 120 millions de francs. Or, il était déclaré bénéficiaire de 401 millions, évitant ainsi une dépréciation en Bourse de ses titres d'environ 90 millions de francs. Cela permit à Paribas de vendre, en avril 1992, 55% de sa filiale Ciments Français à la société italienne Italcementi pour 6 milliards de francs, montant surévalué comme devait s'en apercevoir l'acquéreur italien qui déclara, mais un peu tard, qu'on ne l'y reprendrait plus ! L'affaire - presque banale entre capitalistes - apparaissait quand même si grossière que Paribas accordait une ristourne de 500 millions, puis une nouvelle de 325 millions, à Italcementi. Ces millions devaient amadouer la société escroquée, sinon l'aider à honorer les engagements financiers pris par Ciments Français avant la vente et non déclarés, engagements représentant la babiole de quelque deux milliards de francs...

Aujourd'hui, le juge d'instruction de Paris chargé de l'affaire ainsi que les experts judiciaires démontrent que tout le monde était complice et dans le coup pour présenter un faux bilan : les représentants du groupe Paribas au conseil d'administration de la société Ciments Français bien sûr, qui ont approuvé des comptes fabriqués ; le PDG de Ciments Français qui fit l'opération avant d'être renvoyé dans ses foyers par les précédents en octobre 1992 ; le commissaire aux comptes qui a couvert ; les actionnaires qui y trouvaient leur compte ; etc.

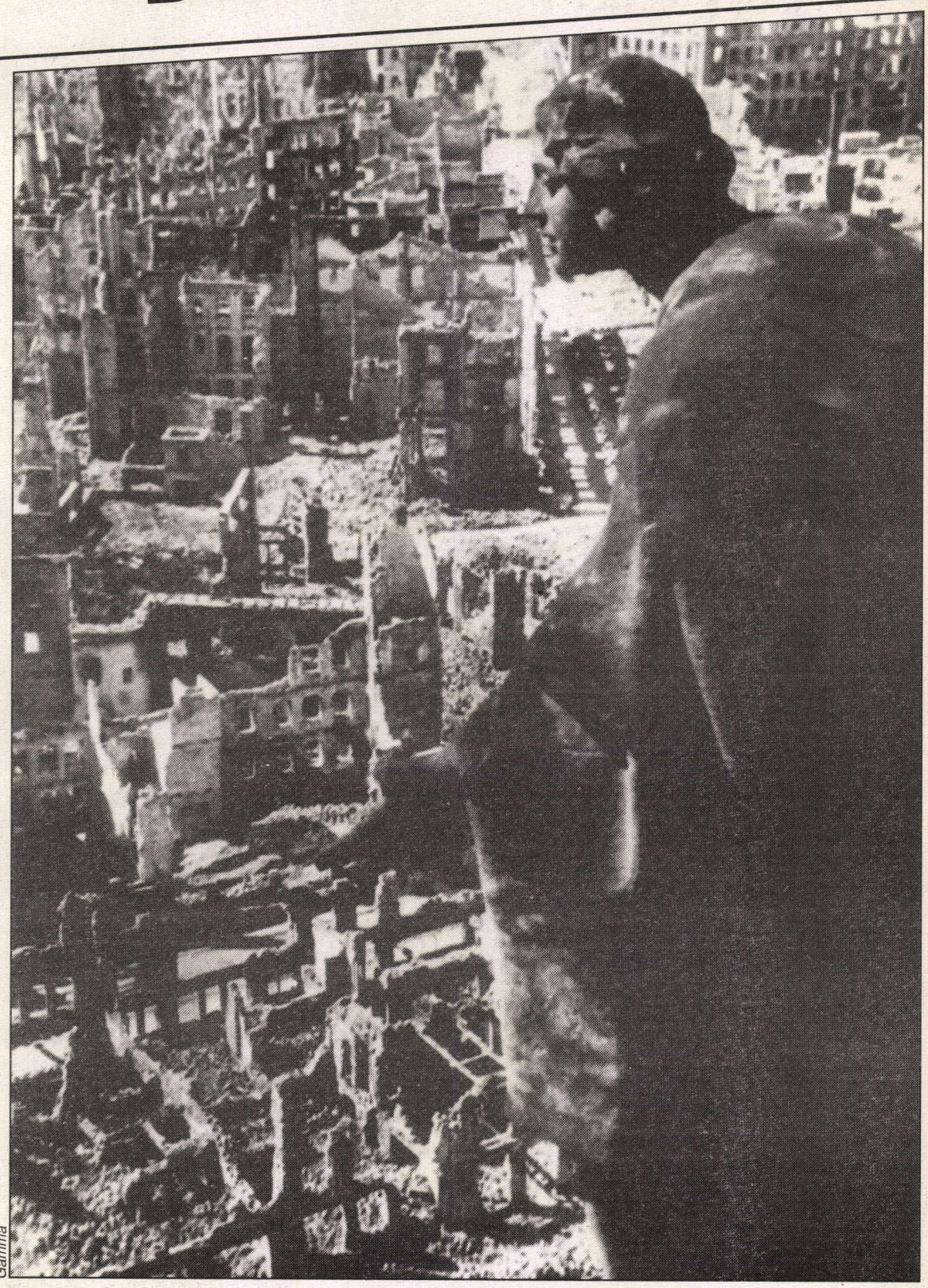
Le temps est peut-être venu des "mises en examen" par la justice d'un certain nombre des responsables. Ce qui n'empêche pas les affaires de Paribas et de ses filiales de continuer. A titre d'exemple, Poliet vient de publier ses résultats pour 1994... en augmentation de 6,8% par rapport à 1993, avec un chiffre d'affaires de 20,86 milliards.

**L.P.**

# 13 et 14 février 1945

# LE BOMBARDEMENT DE DRESDE

**Il y a cinquante ans, le 13 et le 14 février 1945, les aviations britannique et américaine accomplissaient le bombardement le plus meurtrier de toute la Seconde Guerre mondiale sur la ville de Dresde en Allemagne. Bien que les médias citent aujourd'hui des chiffres plus réduits, la plupart des historiens estiment que 135 000 personnes furent tuées au cours de ce bombardement. Ils admettent tous que Dresde n'était en rien un objectif stratégique contre l'armée allemande et que ce bombardement n'a en rien «accéléré la fin de la guerre».**



Gamma

*Dresde en ruines : une ville réduite en poussière dans le but de terroriser les masses populaires*

## Disperser la classe ouvrière d'Allemagne

La destruction de Dresde et de sa population frappe par son ampleur, mais elle ne fut ni une «tragique erreur», ni une exception. Elle s'inscrivait dans une stratégie préméditée, non pas contre les nazis, mais contre la classe ouvrière allemande. Toutes les villes allemandes furent bombardées. Il s'agissait d'actions préventives visant à briser la population travailleuse, à la disperser, à l'empêcher de tirer parti de l'effondrement de la dictature nazie pour prendre en main les destinées de la société.

Les dirigeants britanniques s'étaient préoccupés de cette question bien avant les derniers mois de la guerre. Dès février 1942, l'état-major britannique précisait, au «Bomber Command» chargé des raids aériens, que la campagne de bombardement devait dorénavant *«être centrée sur le moral de la population civile ennemie, et en particulier des ouvriers industriels»*. Quelques jours plus tard, l'aviation britannique bombardait le centre de Lubeck et en avril les quartiers ouvriers de Rostock.

L'année 1943 fut celle de l'escalade dans les bombardements des populations civiles. En juillet et en août, la Royal Air Force inaugura sur Hambourg l'emploi conjugué de bombes incendiaires et de bombes explosives pour provoquer ce que les experts appelèrent une *«tempête de feu»* sur la ville. Les raids sur Hambourg firent 50 000 morts, de même que celui sur Berlin en mai 1944.

Les bombardements des villes allemandes à partir de septembre 1944 devinrent de plus en plus meurtriers. Les industries étaient en général peu touchées, tandis que les centres historiques étaient réduits en miettes. A la Royal Air Force, on parlait cyniquement de *«raids Baedeker»*, du nom d'une célèbre collection de guides touristiques. Sous ce rapport, le plus grand «exploit» de l'aviation britannique fut le bombardement de Dresde, considérée comme une des plus belles villes d'Europe, regorgeant de richesses artistiques.

## La terreur sur Dresde

La destruction de Dresde était programmée pour coïncider avec la conférence de Yalta. En fait, elle n'intervint que quelques jours après, pour des raisons météorologiques. Churchill et l'état-major britannique considérèrent que Dresde était une cible de choix. Son importance militaire était négligeable mais sa population était considérable. Aux 630 000 habitants, s'ajoutaient des milliers de prisonniers et de travailleurs forcés de diverses nationalités, ainsi que des centaines de milliers de réfugiés fuyant l'avance des armées russes et les bombardements sur les autres villes. Le 13 février, plus de 1 200 000 personnes étaient concentrées à Dresde. C'est ce jour-là, à partir de 22 heures et jusqu'au lendemain midi, qu'un déluge de feu s'abattit sur la ville.

Les chefs militaires alliés avaient soigneusement préparé le moral des équipages qui allaient semer la mort sur Dresde. Ils distillèrent une série d'informations complètement fausses. Aux uns, on fit croire qu'ils allaient attaquer le quartier général de l'armée allemande ; aux autres, qu'ils allaient bombarder un QG de la Gestapo, une usine de munitions ou une usine de gaz toxiques.

Après les deux premiers raids menés par 1 400 appareils britanniques et un troisième par 1 350 bombardiers américains, le tableau de la ville était hallucinant. *«A travers toute la ville* – raconte un témoin – *on voyait des victimes allongées, face contre terre, littéralement collées au macadam qui avait fondu dans l'énorme chaleur»*. Ceux qui s'étaient réfugiés dans les caves furent pour la plupart carbonisés ou asphyxiés.

Les chasseurs alliés mitraillèrent les colonnes de personnes fuyant la ville, de même que les voitures de pompiers et les ambulances qui venaient des localités environnantes. Par contre, les voies ferrées furent à peine touchées et l'aéroport de Dresde-Klotzsche ne fut même pas attaqué.

Dresde brûla pendant sept jours et huit nuits. Les survivants ne furent pas en mesure d'enterrer tous les morts. Des monceaux de cadavres furent brûlés au lance-flammes. Mais le martyre de la ville n'était pas encore terminé. Le 2 mars, l'aviation américaine se livra à un nouveau raid sur la ville, qui entraîna la destruction d'un camp de travailleurs russes et celle d'un bateau-hôpital soignant des milliers de blessés. Une ultime attaque survint encore le 17 avril.

Dans la foulée de l'attaque sur Dresde, l'aviation britannique avait également lancé un bombardement sur Chemnitz. Mais cette fois-là, les chefs avaient donné aux équipages le véritable motif du bombardement : *«Vos raisons d'aller là, cette nuit, sont d'achever tous les réfugiés qui peuvent avoir échappé de Dresde»*.

Les dirigeants anglais et américains, avec la complicité et la collaboration de Staline, employèrent la terreur à grande échelle, non contre Hitler, mais pour conjuger le risque qu'une situation révolutionnaire ne surgisse au cœur de l'Europe à la faveur de la chute du régime nazi. C'est pour les mêmes raisons que les dirigeants américains firent bombarder une centaine de villes au Japon en 1945 et parachevèrent leur leçon de terrorisme à l'usage des peuples en lançant les premières bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki…

**Jean-Pierre CALVI**

## Il y a cinquante ans

# QUAND LES ASSASSINS JUSTIFIENT LEURS TUERIES

Pour le cinquantenaire du bombardement de Dresde, les autorités allemandes ont organisé une commémoration officielle à laquelle elles ont convié les gouvernements étrangers.

Voilà qui a causé un certain embarras à ceux des pays les plus directement impliqués dans l'affaire. La Grande-Bretagne, par exemple, a fait savoir qu'aucun représentant de l'armée de l'air britannique n'assisterait aux cérémonies. Quant au duc de Kent et au ministre de la Défense, Rifkin, dont la venue a été annoncée, ils figurent parmi les donateurs de la souscription publique lancée, il y a quelques années, pour construire en plein Londres une statue en marbre de Sir Arthur "Bomber" Harris, inventeur de la technique du pilonnage incendiaire et grand ordonnateur de la tuerie de Dresde — statue dont l'inauguration en 1992 par la reine mère avait quand même fait scandale.

Quand il s'agit de justifier l'injustifiable, il ne manque pas de politiciens, journalistes et autres soi-disant historiens pour tenter de réécrire l'histoire avec une malhonnêteté et une hypocrisie qui en l'occurrence sont autant d'insultes à la mémoire des dizaines de milliers de victimes de cette boucherie. C'est ce que l'on peut voir dans la presse à l'occasion de cette commémoration.

C'est ainsi que certains tentent d'invoquer, en guise de justification, le bombardement allemand de la ville anglaise de Coventry. Qu'importe que Coventry, à l'inverse de Dresde, ait été le pôle de l'aéronautique anglaise, que le nombre des victimes ait été bien plus faible et que le bombardement se soit produit au début de la "guerre des cieux", et non dans un pays déjà vaincu comme ce fut le cas à Dresde ! Et puis, de toute façon, comment peut-on jamais justifier une atrocité par une autre ?

Il y a l'argument, emprunté à la propagande britannique officielle de l'époque, selon lequel l'écrasement de Dresde aurait visé à aider l'avance de l'Armée Rouge - comme si les centaines de milliers de réfugiés en loques, entassés dans la ville, avaient constitué une menace pour les troupes russes !

Restent ceux qui osent dire que seul Hitler peut être considéré responsable de ce massacre, "oubliant" commodément la façon dont les soi-disant défenseurs de la "démocratie", les gouvernements alliés, ont conspiré pour asphyxier l'économie allemande, lui ont tondu la laine sur le dos au profit de leurs propres capitalistes au nom des réparations de la Première Guerre mondiale, et ont ensuite joint la course aux armements avec l'intention délibérée de forcer un repartage des marchés à l'échelle mondiale par la guerre. De ce point de vue, les politiciens et bourgeoisies alliés n'ont pas eu de politique différente de celle d'Hitler, et ils partagent la même responsabilité dans la Seconde Guerre mondiale, dans le bombardement de Dresde comme dans celui de Coventry et de bien d'autres…

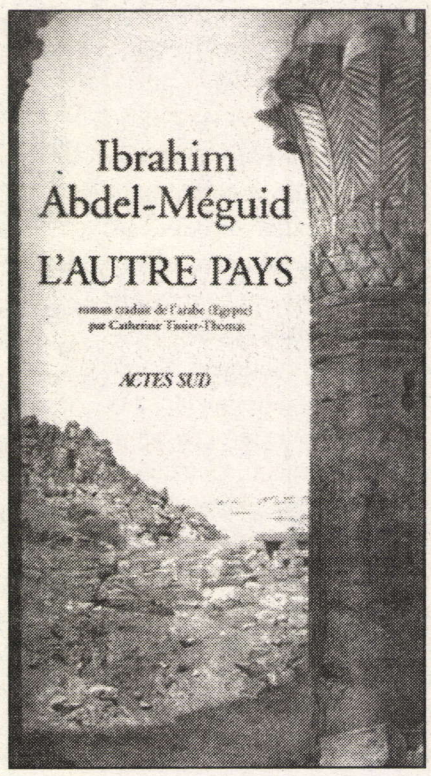
***Berlin 1945. Les quartiers d'habitation ont été écrasés sous les bombes, comme dans bien d'autres villes allemandes.***

Arc.

## Lire

# L'AUTRE PAYS

## *d'Ibrahim Abdel-Méguid*




"L'autre pays", c'est l'Arabie saoudite qui, grâce à ses revenus pétroliers, attire une foule d'immigrés venant de tout le Moyen-Orient et d'une bonne partie de l'Asie. L'écrivain égyptien Abdel-Méguid nous fait partager dans ce roman l'expérience de l'un d'eux, Ismaïl, un professeur égyptien d'une trentaine d'années.

Débarqué en 1978, à Tabouk, une ville du Nord-Ouest où il doit s'occuper de la gestion du personnel dans une petite société, Ismaïl y côtoie surtout des étrangers comme lui. Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Les emplois bien rémunérés reviennent plutôt aux Égyptiens. Les emplois de chauffeurs, agents d'entretien ou mécaniciens sont tenus par des Pakistanais, des Sri Lankais, des Thaïlandais, des Jordaniens ou des Yéménites. Chaque immigré sait qu'il n'est que de passage. On ne cherche pas trop à se faire des amis, ni des ennemis d'ailleurs. On oublie vite les faits et les gens dans la mesure où on est replié sur son rêve de retourner s'établir avec succès dans son pays d'origine.

Ismaïl s'enlise rapidement dans sa nouvelle vie médiocre et routinière. A priori il ne s'intéresse pas à la politique. Mais les problèmes du monde et ceux de la société saoudienne ne se laissent pas mettre entre parenthèses si facilement. On le harcèle pour qu'il prenne position contre Sadate, ce *"traître à la cause arabe"* qui s'est rendu à Jérusalem pour préparer une paix séparée avec Israël. On s'étonne qu'il ne fasse pas le pèlerinage auquel participe toute la population.

Partout la barbarie du royaume saoudien saute aux yeux. La loi islamique s'applique dans la rue, à l'hôpital et même chez soi quand des policiers viennent vous embarquer parce que vous consommez de l'alcool. Ceux qui ne respectent pas le jeûne sont flagellés à la fin du Ramadan et sont ensuite conduits à l'hôpital le corps ensanglanté. Les membres d'une milice musulmane circulent dans les rues, le nerf de bœuf à la main, pour obliger les passants à se rendre à la prière. Un policier exhibe une lycéenne en pleine rue et dénonce au porte-voix sa *"mauvaise conduite"* parce qu'elle s'est promenée avec un Yéménite, lequel a été condamné pour cela à trois mois de prison. Et il y a aussi tout ce qu'Ismaïl n'a pas vu mais dont on lui a parlé avec désinvolture : la lapidation pour les femmes dites adultères et la décapitation par le sabre pour les condamnés à mort.

En arrière-plan, on ne fait qu'entrevoir le monde des grands profiteurs dont les revenus sont protégés par la dictature moyenâgeuse des émirs. On voit l'un d'eux, un homme d'affaires américain, pratiquer impunément l'escroquerie à l'assurance sur des marchandises inexistantes.

Ismaïl qui observait au début la réalité sociale avec un certain détachement, finit par être submergé par un sentiment de dégoût. Ce n'est pas de la révolte ; ce roman qui se lit d'une traite n'a d'ailleurs en rien l'apparence d'un pamphlet. Mais le lecteur, lui, ne peut qu'être indigné par ce tableau de l'oppression et de la terreur quotidiennes en Arabie saoudite.

**Jean-Pierre CALVI**

***L'autre pays***
*d'Ibrahim Abdel-Méguid,*
Éditions Actes Sud,
148 F, 304 pages.

## Grande-Bretagne

# MAJOR SE FAIT DES ENNEMIS PARMI LES AMIS DES BÊTES

**Le 1er février, une militante écologiste anglaise a été tuée devant l'aéroport de Coventry lors d'une manifestation. Ils étaient des centaines à manifester contre le traitement subi par les jeunes veaux vendus sur le continent pour y être engraissés avant d'être envoyés à l'abattoir. La police était là, elle aussi en nombre, pour forcer le barrage des manifestants et permettre aux camions de bestiaux de pénétrer dans l'enceinte de l'aéroport. C'est l'un de ces poids lourds qui, en fonçant dans le tas, a tué une manifestante.**

Cela fait des mois que des manifestations de plus en plus nombreuses se multiplient dans les onze ports et aéroports du Royaume-Uni d'où sont expédiés veaux et agneaux en direction du continent. A tel point que six de ces aéroports ont déjà dû renoncer à ce trafic et que dans les cinq autres, depuis des semaines, des affrontements quasi-quotidiens opposent la police anti-émeute aux manifestants. Et la mort de la militante de Coventry n'a fait qu'envenimer les choses comme ont pu en faire l'expérience William Waldegrave (le ministre de l'Agriculture, lui-même gros exploitant exportateur de veaux) et un certain nombre de patrons de l'agro-alimentaire lors de l'invasion de leurs résidences et fermes par des commandos d'"amis des bêtes".

Le milieu qui s'est ainsi mobilisé contre la barbarie — bien réelle d'ailleurs — des méthodes employées par les gros de l'élevage pour augmenter leurs profits, n'a rien d'extrémiste. Les groupes qui ont animé les premiers piquets de protestations, très symboliques au départ, avaient pour nom : *"Pour la compassion dans l'élevage"*, *"Respect pour les animaux"* ou encore la très respectable RSPCA, la Société Protectrice des Animaux, patronnée par la reine en personne.

Autant dire que ce petit monde était pétri de bons sentiments et en général plutôt calotin. C'est la couverture médiatique donnée à cette campagne qui en a changé le caractère. Cet intérêt des médias a été largement inspiré par des politiciens de la droite anti-européenne du Parti conservateur, qui ont vu là une bonne occasion de stigmatiser les méfaits de cette Union Européenne qui entrave les veaux et les prive de lumière pour mieux les engraisser – méthode qui, pourtant, est évidemment aussi pratiquée par les éleveurs anglais, bien que sur une moindre échelle.

Fort de cet appui, tout un monde de petits bourgeois aisés et bien-pensants, appartenant le plus souvent à l'électorat conservateur, s'est mobilisé pour aller verser des larmes collectives sur le sort des veaux. Mais du coup, les bénéfices des gros de l'élevage (dont le ministre de l'Agriculture lui-même) s'en sont trouvés menacés. Et ils n'ont pas tardé à demander et obtenir des autorités une intervention policière de plus en plus musclée qui, loin de décourager les manifestants, n'a réussi qu'à les enrager.

Voici donc le gouvernement de John Major, lui qui se targue d'avoir mis fin aux manifestations ouvrières, incapable de mater celles de son propre électorat ! Voilà qui ne peut qu'ébranler un peu plus le gouvernement, déjà bien affaibli par ses divisions, sa chute vertigineuse dans les sondages et la perte de la majorité absolue qu'il détenait au Parlement.

**François ROULEAU**

## Israël

*Les participants de la conférence du Caire du 2 février. Ils ne semblent pas trop affectés par les circonstances.*

AFP

*Nouvelle colonie de peuplement juif dans les Territoires Occupés.*

AFP

# LE BLOCAGE DU GOUVERNEMENT RABIN

**Jeudi 9 février, le Premier ministre israélien Itzhak Rabin et Yasser Arafat se sont une nouvelle fois rencontrés pour, une nouvelle fois, constater l'étendue des désaccords résultant de l'intransigeance du gouvernement israélien.**

**Cette rencontre faisait suite à une autre, la conférence du Caire, qui avait été qualifiée *"d'événement historique"* par le secrétaire d'État américain Waren Christopher. Le Proche-Orient n'en finit pas de connaître des "événements historiques", mais l'histoire que vivent quotidiennement les populations de cette région est toujours faite de souffrances, d'expulsions, de misère et d'oppression.**

Pas plus la conférence du Caire que la rencontre du 9 février n'ont donc réglé quoi que ce soit. Aucune décision n'a été prise au sujet du retrait de l'armée israélienne des Territoires Occupés par exemple. Conciliant, Arafat a eu beau demander un engagement sans date précise sur l'évacuation des soldats israéliens des villes de Cisjordanie, la réponse de Rabin est restée négative. Même refus à propos du gel de l'extension des colonies juives en Cisjordanie, notamment à propos de Jérusalem, ou encore à propos des élections sur l'autonomie pourtant déjà prévue le 13 février 1993, il y a donc deux ans maintenant.

Pour l'heure, le Premier ministre israélien continue de maintenir le bouclage des Territoires décidé au lendemain de l'attentat de Netanya, privant ainsi d'emploi quelque 60 000 travailleurs Palestiniens. Même les pêcheurs de Gaza n'ont plus le droit de sortir en mer.

Par ailleurs, Rabin exige encore et toujours d'Arafat plus de sévérité et de rigueur à l'encontre de ses opposants, dans le camp palestinien, sans rien lui céder en échange. Seule concession, si l'on peut dire : Israël serait prêt à accorder des visas d'entrée à Gaza pour 2 000 policiers supplémentaires, sous réserve toutefois que la liste des candidats soit fournie à l'avance aux autorités militaires israéliennes.

La situation est donc bloquée. A l'intransigeance du gouvernement israélien répond celle des groupes armés, pour la plupart intégristes. Au terrorisme des groupes du Hamas et autres Djihad répond le terrorisme d'État israélien, car si terrorisme il y a dans la région, c'est bien d'abord celui de ce gouvernement qui spolie et humilie tout un peuple depuis des décennies.

Aujourd'hui, Rabin, comme bien d'autres membres de son gouvernement, parle d'une séparation complète entre Palestiniens et Israéliens et prend des mesures de bouclage de frontières en conséquence. Mais cette politique n'aboutit pas pour autant à l'indépendance de Gaza et de la Cisjordanie, qu'il n'est pas question de soustraire au contrôle militaire israélien. Tout ce qu'envisage Rabin est le maintien des Palestiniens sous un contrôle rigoureux exercé par son armée, l'enfermement des populations dans des zones plus ou moins autonomes chapeautées par des pouvoirs qui resteraient sous tutelle israélienne. On aboutirait ainsi à la création de sortes de réserves sous haute surveillance, auprès desquelles continueraient à se développer des colonies israéliennes de peuplement s'étant accaparé les meilleures terres et les principaux points d'eau.

Est-ce cela le véritable projet à long terme des gouvernants israéliens lorsqu'ils parlent d'autonomie ? Heureusement, entre la volonté d'un Rabin et ses possibilités, il y a un obstacle posé par le refus de la population palestinienne d'accepter une prétendue paix qui ne lui apporte que misère et souffrance. Cet obstacle, l'État israélien n'a jamais pu le franchir, malgré ou à cause de sa politique de force. Et dans l'avenir, il ne le pourra pas plus que par le passé.

**Georges LATTIER**

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995